

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 348

[C — 2001/27057]

20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, paragraphe 1^{er}, II et X, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu la décision du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 portant sur le programme-cadre visant à accompagner le développement des activités aéroportuaires en Région wallonne;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit modifiée par le décret du 1^{er} avril 1999, et notamment l'article 1^{er bis};

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 septembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par les lois des 4 août 1996, du 8 septembre 1997 et 25 mai 1999;

Considérant que, dans la perspective d'un développement durable, il s'impose de mettre en œuvre des solutions urgentes et adéquates pour réduire les effets négatifs dans la première zone du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne tout en y favorisant l'implantation d'activités économiques complémentaires;

Considérant en effet, que la détermination d'un plan d'exposition au bruit aéroportuaire, basé sur un inventaire permanent des niveaux d'exposition au bruit et complété par des mesures d'accompagnement, objet du présent arrêté, anticipe efficacement les recommandations du cinquième programme d'action de protection de l'environnement de l'Union européenne;

Considérant que la croissance significative des activités aéroportuaires sur le site des aéroports relevant de la Région wallonne nécessite une extension du territoire destinée à recevoir des activités économiques connexes et complémentaires ou compatibles avec le niveau des nuisances sonores;

Considérant que dans la zone géographique du plan d'exposition au bruit où on constate une nuisance sonore continue égale ou supérieure à Ldn 70dB(A), dite "zone A", la protection des habitants exposés à une telle nuisance sonore constitue un objectif prioritaire en matière d'environnement et de santé publique;

Considérant que les mesures les plus adéquates sont celles qui s'adressent aux riverains propriétaires d'un logement construit ou en voie d'être construit situés en zone A et celles qui visent à n'autoriser, à l'avenir, dans cette zone que les constructions compatibles avec la proximité de l'aéroport;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « zone A », la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne telle que délimitée par arrêté du Gouvernement wallon.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales**Section 1re. — De la déclaration d'intention d'acquisition*

Art. 2. § 1^{er}. Dans la zone A, le Gouvernement adresse une déclaration d'intention d'acquisition, selon le modèle annexé au présent arrêté, aux propriétaires d'un bien immobilier bâti, utilisé exclusivement ou partiellement pour l'habitation ou aux titulaires d'un bail emphytéotique ou d'un droit de superficie portant sur un tel bien immobilier.

Le propriétaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement. Toute déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement reprend intégralement le présent alinéa.

§ 2. La déclaration d'intention d'acquisition est adressée par envoi recommandé à la poste, avec accusé de réception, aux personnes visées au paragraphe 1^{er}, dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour l'aéroport de Liège-Bierset et dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

§ 3. Pour les biens immobiliers bâtis visés au présent article, la déclaration d'intention d'acquisition ne peut être valablement proposée qu'aux personnes qui, à la date du 1^{er} juillet 1998, en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne, sont :

1° soit propriétaires, emphytéotes ou superficiaires du bien concerné;

2° soit propriétaires d'un immeuble en construction dont les travaux ont commencé de manière significative;

3° soit signataires d'un compromis ou d'un acte authentique de vente ou de constitution d'un droit d'emphytéose ou d'un droit de superficie relatif à l'immeuble concerné.

§ 4. La Région wallonne n'est engagée par la déclaration d'intention d'acquisition que pour autant que cette dernière soit signée pour accord, mentionne le notaire choisi par le signataire et soit renvoyée au Gouvernement, par pli recommandé à la poste, dans un délai de trente mois à compter de sa réception par son destinataire.

§ 5. Le Gouvernement adresse, selon les modalités qu'il fixe, une déclaration d'intention d'acquisition aux propriétaires d'équipements collectifs résidentiels, notamment les maisons de soins ou les maisons de repos.

Art. 3. § 1^{er}. Dans la zone A, le Gouvernement adresse une déclaration d'intention d'acquisition, selon le modèle d'acte annexé au présent arrêté, aux propriétaires d'un bien immobilier non bâti situé dans une zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé, ainsi qu'aux titulaires d'un bail emphytéotique ou d'un droit de superficie portant sur un tel bien immobilier.

Le propriétaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement. Toute déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement reprend intégralement le présent alinéa.

§ 2. La déclaration d'intention d'acquisition est adressée par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, aux personnes visées au paragraphe 1^{er}, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour l'aéroport de Liège-Bierset et dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

§ 3. Pour les biens immobiliers non bâtis visés au présent article, la déclaration d'intention d'acquisition ne peut être valablement proposée qu'aux personnes qui, à la date du 1^{er} juillet 1998, en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne, sont :

- 1° soit propriétaires, emphytéotes ou superficiaires du bien concerné;
- 2° soit signataires d'un compromis de vente ou de constitution d'un droit d'emphytéose ou d'un droit de superficie relatif au bien concerné.

§ 4. La Région wallonne n'est engagée par la déclaration d'intention d'acquisition que pour autant que cette dernière soit signée pour accord, mentionne le notaire choisi par le signataire et soit renvoyée au Gouvernement, par pli recommandé à la poste, dans un délai de vingt-quatre mois à compter de sa réception par son destinataire.

Section 2. — De l'estimation de la valeur des biens

Art. 4. § 1^{er}. Le prix des biens visés aux articles 2 et 3 est fixé sur la base de leur valeur vénale, à la date du 31 décembre 1997 en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et, à la date fixée par le Gouvernement dans l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne. Pour les biens visés à l'article 2 dont la construction n'est pas achevée, leur valeur est déterminée sur la base de la valeur vénale du terrain arrêté à ladite date, augmentée, le cas échéant, du coût des travaux exécutés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et à la date fixée par le Gouvernement dans l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

La valeur vénale et, le cas échéant, celle de l'emphytéose ou de la superficie est déterminée de commun accord par deux notaires, l'un désigné par le Gouvernement dans le mois de la réception de la déclaration d'intention d'acquisition, l'autre par le signataire de la déclaration d'intention d'acquisition.

Dans les trois mois de la désignation du notaire par le Gouvernement, les notaires notifient aux deux parties, par envoi recommandé avec accusé de réception, la valeur visée à l'alinéa 2.

Au cas où les deux notaires désignés ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la valeur des biens visés aux articles 2 et 3, ils saisissent le président de la Chambre des Notaires compétente, par référence au lieu de situation du bien, en même temps qu'ils notifient leur désaccord aux parties. Le président de la Chambre des Notaires fait choix d'un troisième notaire désigné parmi les notaires de l'arrondissement concerné. Ce dernier est chargé d'évaluer personnellement le bien. Pour ce faire, il peut être assisté d'un expert qu'il désigne. Son avis est prépondérant pour le cas où il ne parvient pas à concilier ses deux confrères.

Dans les deux mois de sa désignation par le président de la Chambre des Notaires, le troisième notaire notifie aux deux parties, par envoi recommandé avec accusé de réception, la valeur visée à l'alinéa 4.

§ 2. Au cas où l'une des parties ne peut marquer son accord sur la valeur ainsi déterminée, elle notifie à l'autre partie, par envoi recommandé avec accusé de réception, ses revendications sur le prix, dans le mois de la notification du rapport d'expertise ou, s'il s'agit d'une personne visée à l'arrêté du 27 mai 1999 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, dans le mois de la notification du montant de l'indemnité lui proposé en application de cet arrêté.

Dans ce cas, le prix est fixé par un notaire désigné par le président de la Chambre des Notaires de l'arrondissement concerné, à la requête de la partie la plus diligente. S'il échec, le notaire peut se faire assister d'un expert qu'il désigne.

Dans les deux mois de sa désignation par le président de la Chambre des Notaires, le notaire notifie aux deux parties, par envoi recommandé avec accusé de réception, la valeur visée à l'alinéa 2.

L'estimation du notaire est définitive. Les parties ne sont cependant pas liées par cette estimation, à défaut de promesse d'achat.

§ 3. La Région prend en charge le coût de l'estimation du bien visée aux § 1^{er} et § 2. Toutefois, le coût de l'estimation du bien visé au § 2 est à charge du signataire de la déclaration d'intention d'acquisition qui l'a sollicité lorsque le prix fixé en application du § 2 n'est pas supérieur à celui fixé en application du § 1^{er}.

Section 3. — De la promesse unilatérale d'achat, d'emphytéose ou de superficie

Art. 5. § 1^{er}. Une promesse unilatérale d'achat, d'emphytéose ou de superficie conforme au modèle repris en annexe du présent arrêté et mentionnant le prix fixé conformément à l'article 4, est notifiée par le Gouvernement au signataire de la déclaration d'intention d'acquisition dans les deux mois de la notification visée à l'art. 4, § 1^{er}, alinéa 3 ou à l'article 4, § 2, alinéa 3 de la valeur estimée du bien.

La promesse unilatérale devient caduque de plein droit si elle n'est pas signée pour accord et renvoyée au Gouvernement par pli recommandé à la poste dans un délai d'un mois à compter de sa réception par son destinataire.

§ 2. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

CHAPITRE III. — Dispositions particulières

Art. 6. A titre exceptionnel, dans la zone A des aéroports non utilisés entre 22 h 00 et 07 h 00, les personnes visées à l'article 2, § 3, du présent arrêté peuvent solliciter l'octroi d'une prime en vue de favoriser le placement, dans les immeubles bâtis, de dispositifs destinés à réduire le bruit, à l'absorber ou à remédier à ses inconvénients.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Section 1re. — Extension du champ d'application

Art. 7. Le Ministre ayant la gestion des aéroports dans ses attributions est autorisé à étendre le champ d'application des dispositions prévues au présent arrêté, à toute personne située dans les autres zones du plan d'exposition au bruit, telles que délimitées par le Gouvernement et en dehors de la zone A, à la seule condition qu'il soit démontré qu'elle subit une nuisance sonore, exprimée en Ldn, identique à la zone A et telle que cet indicateur est défini dans l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Le Ministre ayant la gestion des aéroports dans ses attributions détermine les modalités d'application de cette disposition.

Section 2. — Disposition transitoire

Art. 8. Le bénéficiaire d'une promesse unilatérale d'achat signée par la Région wallonne antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté et portant sur les biens situés dans le périmètre de la zone A peut solliciter l'application de la procédure organisée par le présent arrêté moyennant renonciation expresse au bénéfice de la promesse unilatérale d'achat. A cette fin, il utilise le formulaire selon le modèle annexé au présent arrêté, que la Région wallonne lui adresse par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception en même temps que la déclaration d'intention visée aux articles 2, § 2, et 3, § 2, du présent arrêté.

Le bénéficiaire notifie à la Région wallonne sa décision de renoncer à la promesse unilatérale d'achat dans les deux mois de la réception dudit formulaire.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Section 4. — Disposition exécutoire

Art. 10. Le Ministre ayant la gestion aéroportuaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1A

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) propriétaire(s) d'un bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquérir le bien immobilier bâti.

Le propriétaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 2, § 1^{er}, second alinéa de l'arrêté visé ci-dessus).

1. Identification du bien immobilier bâti :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :
- Date de construction :

2. Identification du (des) propriétaire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles) :

3. Identification du (des) titulaire(s) d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :

4. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (de résidence principale, commercial, à ferme, de bureau...) :

5. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat du bien immobilier bâti repris ci-dessus.

Fait à, le

Signature(s) du ou des propriétaire(s)

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Signature(s) du ou des titulaire(s) d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1B

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) titulaire(s) d'un bail emphytéotique portant sur bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquérir le bail emphytéotique portant sur un bien immobilier bâti.

L'emphytéote est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 2, § 1^{er}, second alinéa, de l'arrêté visé ci-avant).

1. Identification du bien immobilier bâti sur lequel porte le bail emphytéotique :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :
- Date de construction :

2. Identification du (des) titulaire(s) d'un bail emphytéotique :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles)) :
- Date de conclusion et d'échéance du bail emphytéotique :

3. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (de résidence principale, commercial, à ferme, de bureau...) :

4. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Le(s) titulaire(s) d'un bail emphytéotique identifié(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'acquérir le bien identifié ci-dessus par le Gouvernement et envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier bâti repris ci-dessus et sur lequel il(s) disposent d'un bail emphytéotique.

Fait à, le

Signature

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1C

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) titulaire(s) d'un droit de superficie d'un bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquérir le droit de superficie portant sur un bien immobilier bâti.

Le superficiaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 2, § 1^{er}, second alinéa, de l'arrêté visé ci-avant).

1. Identification du bien immobilier bâti sur lequel porte le droit de superficie :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :
- Date de construction :
- Date de constitution du droit de superficie :

2. Identification du (des) titulaire(s) d'un droit de superficie :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles)) :

3. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (de résidence principale, commercial, à ferme, de bureau...) :

4. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Le(s) titulaire(s) d'un droit de superficie identifié(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'acquérir le bien identifié ci-dessus par le Gouvernement et envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier bâti repris ci-dessus et sur lequel il(s) disposent d'un droit de superficie.

Fait à....., le.....

Signature

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1D

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) propriétaire(s) d'un bien immobilier non bâti situé dans une zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé et repris en zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquérir le bien immobilier non bâti.

Le propriétaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembre de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 3, § 1^{er}, second alinéa, de l'arrêté visé ci-dessus).

1. Identification du bien immobilier non bâti :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :

2. Identification du (des) propriétaire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles)) :

3. Identification du titulaire d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :

4. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (à ferme,...) :

5. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Le(s) propriétaire(s) identifié(s) ci-dessus et le cas échéant, le(s) titulaire(s) d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation, déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'acquérir le bien identifié ci-dessus par le Gouvernement et envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat du bien immobilier non bâti repris ci-dessus.

Fait à, le

Signature(s) du ou des propriétaire(s)

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Signature(s) du ou des titulaire(s) d'un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1E

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) titulaire(s) d'un bail emphytéotique portant sur un bien immobilier non bâti situé dans une zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé et repris en zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquiescer le bail emphytéotique portant sur un bien immobilier non bâti.

L'emphytéote est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 3, § 1^{er}, second alinéa, de l'arrêté visé ci-avant).

1. Identification du bien immobilier non bâti sur lequel porte le bail emphytéotique :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :
- Date de conclusion et d'échéance du bail emphytéotique :

2. Identification du (des) titulaire(s) d'un bail emphytéotique :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles)) :

3. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (à ferme,...) :

4. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Le(s) titulaire(s) d'un bail emphytéotique identifié(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'acquiescer le bien identifié ci-dessus par le Gouvernement et envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier non bâti repris ci-dessus et sur lequel il(s) disposent d'un bail emphytéotique.

Fait à, le

Signature

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 1F

Déclaration d'intention d'acquisition au(x) titulaire(s) d'un droit de superficie portant sur un bien immobilier non bâti situé dans une zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé et repris en zone A.

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'acquérir le droit de superficie portant sur un bien immobilier non bâti.

Le superficiaire est tenu d'informer tout autre titulaire d'un droit réel démembré de la déclaration d'intention d'acquisition du Gouvernement (article 3, § 1^{er}, second alinéa, de l'arrêté visé ci-dessus).

1. Identification du bien immobilier non bâti sur lequel porte le droit de superficie :

- Localisation (rue, numéro et commune) :
- Numéro cadastral :
- Superficie d'après titre :
- Date de constitution du droit de superficie :

2. Identification du (des) titulaire(s) d'un droit de superficie :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Adresse(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Occupation professionnelle (si oui, laquelle (lesquelles) :

3. Locataire(s) :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Nature juridique du bail (à ferme,...) :

4. Identification du notaire choisi par le bénéficiaire de la déclaration d'intention d'acquisition pour évaluer de commun accord avec le notaire désigné par le Gouvernement, la valeur vénale du bien :

- Nom et prénom :
- Adresse :
- Numéro de téléphone :
- Numéro de fax :

Le(s) titulaire(s) d'un droit de superficie identifié(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'acquérir le bien identifié ci-dessus par le Gouvernement et envoyé par recommandé avec accusé de réception.

Il (ils) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'établissement d'une promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier non bâti repris ci-dessus et sur lequel il(s) disposent d'un droit de superficie.

Fait à, le

Signature

(à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 2A

Promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable d'acheter au bénéficiaire déterminé à l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, l'immeuble d'habitation, dont celui-ci est propriétaire, aux conditions énoncées dans le présent acte, immeuble situé à cadastré/PO section/PO numéro/PO...../PO pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci, sauf prorogation par le Gouvernement.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de vendre ledit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique de vente doit être passé et le prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

A la demande du bénéficiaire, une avance sur le prix peut intervenir; celle-ci ne peut dépasser le total des indemnités visées à l'article 9. Dans ce cas, le délai pour passer l'acte authentique et payer le solde du prix est prolongé de deux mois. Pour être recevable, la demande d'avance doit figurer dans la demande de levée de l'option.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de la manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité et éventuellement prorogé, le bénéficiaire est déchu de tout droit de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que le bien est acheté pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. Les parties conviennent qu'un état des lieux décrivant le bien, son état et le nombre de logements qu'il comprend est réalisé dans les trente jours de la signature.

Cet état des lieux est réalisé conjointement par deux experts, l'un désigné par le bénéficiaire, M./Mme, domicilié(e) à

et l'autre désigné par la Région, M./Mme
domicilié(e) à

Les parties déclarent conventionnellement que cet état des lieux reflète la matérialité et l'état du bien en cause. Il s'impose aux deux parties. Celles-ci renoncent à toute contestation et à tous recours sur ce point.

Art. 6. Au moment de la levée de l'option par le bénéficiaire, un nouvel état des lieux est établi par les mêmes experts et à défaut par deux experts désignés selon le même principe afin de s'assurer que l'état de l'immeuble est resté identique à l'état des lieux initial.

Dans l'hypothèse où ce recollement fait apparaître des dégradations autres que dues à la vétusté ou à la force majeure, les deux experts évaluent conjointement la moins-value dont est grevé le bien. Le montant ainsi déterminé s'impose aux deux parties.

Art. 7. La Région a, en cas de levée de l'option, la propriété et la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts.

Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

Conventionnellement, le transfert des risques s'opère le jour de la signature de l'acte authentique.

Il appartient au bénéficiaire de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection de son bien jusqu'à cette date.

Le bénéficiaire veille à la complète libération du bien à cette date.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le vendeur :

a) du chef de vétusté, ne résultant pas d'un manque d'entretien, vices de construction, ou défaut caché non dissimulé lors de l'état des lieux;

b) du chef de servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont il peut être grevé;

c) pour déficit de contenance supérieur même au vingtième.

Elle profite des servitudes actives et de tout excédent de superficie, s'il en existe

Art. 8. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifiée, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieure à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans l'hypothèse où, conformément à l'article 6, les deux experts désignés ont défini une moins-value, celle-ci sera déduite du prix de vente fixé et indexée comme dit ci-avant.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées par le bénéficiaire au bien prédécrit après l'état des lieux initial ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 9. Outre le prix déterminé à l'article 8, la Région s'engage à payer les indemnités suivantes au(x) propriétaire(s) au moment de la levée de l'option visée à l'article 3 :

1. Indemnité de emploi pour le(s) propriétaire(s) : dix pour cent de la valeur déterminée à l'article 8;
2. Indemnité forfaitaire de déménagement pour le propriétaire occupant l'immeuble et y domicilié : 300 000 BEF ou 7 436,81 EURO.

Au cas où, au moment de la levée de l'option, le bien immobilier est occupé par plusieurs propriétaires qui y sont domiciliés, l'indemnité de déménagement est divisée entre eux avec un minimum de 100 000 BEF ou 2 478,94 EURO par ménage, étant entendu qu'il ne peut y avoir plus de ménages bénéficiaires que de logements figurant à l'état des lieux visé à l'article 5.

L'indemnité de déménagement n'est pas indexée.

Art. 10. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 11. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Art. 12. Il est expressément convenu que la Région prend en charge les frais d'établissement de l'état des lieux visé aux articles 5 et 6.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe 2B

Promesse unilatérale de prise de droit d'emphytéose relatif à un bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable de reprendre au bénéficiaire déterminé à l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le droit d'emphytéose relatif à l'immeuble d'habitation, dont celui-ci est emphytéote, aux conditions énoncées dans le présent acte, immeuble situé à cadastré/PO section/PO numéro/PO/PO pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci, sauf prorogation par le Gouvernement.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de céder le droit d'emphytéose relatif audit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique d'emphytéose doit être passé et le prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

A la demande du bénéficiaire, une avance sur le prix peut intervenir; celle-ci ne peut dépasser le total des indemnités visées à l'article 9. Dans ce cas, le délai pour passer l'acte authentique et payer le solde du prix est prolongé de deux mois. Pour être recevable, la demande d'avance doit figurer dans la demande de levée de l'option.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de la manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité et éventuellement prorogé, le bénéficiaire est déchu de tout droit de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que l'emphytéose est cédée pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. Les parties conviennent qu'un état des lieux décrivant le bien, son état et le nombre de logements qu'il comprend est réalisé dans les trente jours de la signature.

Cet état des lieux est réalisé conjointement par deux experts, l'un désigné par le bénéficiaire, M./Mme, domicilié(e) à

et l'autre désigné par la Région, M./Mme, domicilié(e) à

Les parties déclarent conventionnellement que cet état des lieux reflète la matérialité et l'état du bien en cause. Il s'impose aux deux parties. Celles-ci renoncent à toute contestation et à tous recours sur ce point.

Art. 6. Au moment de la levée de l'option par le bénéficiaire, un nouvel état des lieux est établi par les mêmes experts et à défaut par deux experts désignés selon le même principe afin de s'assurer que l'état de l'immeuble est resté identique à l'état des lieux initial.

Dans l'hypothèse où ce recollement fait apparaître des dégradations autres que dues à la vétusté ou à la force majeure, les deux experts évaluent conjointement la moins-value dont est grevé le bien. Le montant ainsi déterminé s'impose aux deux parties.

Art. 7. La Région a, en cas de levée de l'option, la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts.

Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

Conventionnellement, le transfert des risques s'opère le jour de la signature de l'acte authentique.

Il appartient au bénéficiaire de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection de son bien jusqu'à cette date.

Le bénéficiaire veille à la complète libération du bien à cette date.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le cédant :

a) du chef de vétusté, ne résultant pas d'un manque d'entretien, vices de construction, ou défaut caché non dissimulé lors de l'état des lieux;

b) du chef de servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont il peut être grevé;

c) pour déficit de contenance supérieur même au vingtième.

Elle profite des servitudes actives et de tout excédent de superficie, s'il en existe

Art. 8. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifié, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieur à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans l'hypothèse où, conformément à l'article 6, les deux experts désignés ont défini une moins-value, celle-ci sera déduite du prix de vente fixé et indexée comme dit ci-avant.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées par le bénéficiaire au bien prédécrit après l'état des lieux initial ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 9. Outre le prix déterminé à l'article 8, la Région s'engage à payer les indemnités suivantes au(x) emphytéote(s) au moment de la levée de l'option visée à l'article 3 :

1. Indemnité de remplacement pour le(s) emphytéote(s) : dix pour cent de la valeur déterminée à l'article 8;

2. Indemnité forfaitaire de déménagement pour l'emphytéote occupant l'immeuble et y domicilié : 300 000 BEF ou 7 436,81 EURO.

Au cas où, au moment de la levée de l'option, le bien immobilier est occupé par plusieurs emphytéotes qui y sont domiciliés, l'indemnité de déménagement est divisée entre eux avec un minimum de 100 000 BEF ou 2 478,94 EURO par ménage, étant entendu qu'il ne peut y avoir plus de ménages bénéficiaires que de logements figurant à l'état des lieux visé à l'article 5.

L'indemnité de déménagement n'est pas indexée.

Art. 10. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 11. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Art. 12. Il est expressément convenu que la Région prend en charge les frais d'établissement de l'état des lieux visé aux articles 5 et 6.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe 2C

Promesse unilatérale de prise de droit de superficie relatif à un bien immobilier bâti à usage d'habitation situé dans la zone A.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable de reprendre au bénéficiaire déterminé à l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le droit de superficie relatif à l'immeuble d'habitation, dont celui-ci est superficière, aux conditions énoncées dans le présent acte, immeuble situé à cadastré/PO section/PO numéro/ PO/PO pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci, sauf prorogation par le Gouvernement.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de céder le droit de superficie relatif audit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée à la Région avec accusé de réception dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique de superficie doit être passé et le prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

A la demande du bénéficiaire, une avance sur le prix peut intervenir, celle-ci ne peut dépasser le total des indemnités visées à l'article 9. Dans ce cas, le délai pour passer l'acte authentique et payer le solde du prix est prolongé de deux mois. Pour être recevable, la demande d'avance doit figurer dans la demande de levée de l'option.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de la manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité et éventuellement prorogé, le bénéficiaire est déchu de tout droit de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que la superficie est cédée pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. Les parties conviennent qu'un état des lieux décrivant le bien, son état et le nombre de logements qu'il comprend est réalisé dans les trente jours de la signature.

Cet état des lieux est réalisé conjointement par deux experts, l'un désigné par le bénéficiaire, M./Mme, domicilié(e) à
 et l'autre désigné par la Région, M./Mme
 domicilié(e) à

Les parties déclarent conventionnellement que cet état des lieux reflète la matérialité et l'état du bien en cause. Il s'impose aux deux parties. Celles-ci renoncent à toute contestation et à tous recours sur ce point.

Art. 6. Au moment de la levée de l'option par le bénéficiaire, un nouvel état des lieux est établi par les mêmes experts et à défaut par deux experts désignés selon le même principe afin de s'assurer que l'état de l'immeuble est resté identique à l'état des lieux initial.

Dans l'hypothèse où ce recollement fait apparaître des dégradations autres que dues à la vétusté ou à la force majeure, les deux experts évaluent conjointement la moins-value dont est grevé le bien. Le montant ainsi déterminé s'impose aux deux parties.

Art. 7. La Région a, en cas de levée de l'option, la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts.

Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

Conventionnellement, le transfert des risques s'opère le jour de la signature de l'acte authentique.

Il appartient au bénéficiaire de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection de son bien jusqu'à cette date.

Le bénéficiaire veille à la complète libération du bien à cette date.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le cédant :

a) du chef de vétusté, ne résultant pas d'un manque d'entretien, vices de construction, ou défaut caché non dissimulé lors de l'état des lieux;

b) du chef de servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont il peut être grevé;

c) pour déficit de contenance supérieur même au vingtième.

Elle profite des servitudes actives et de tout excédent de superficie, s'il en existe

Art. 8. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifiée, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieur à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans l'hypothèse où, conformément à l'article 6, les deux experts désignés ont défini une moins-value, celle-ci sera déduite du prix de vente fixé et indexée comme dit ci-avant.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées par le bénéficiaire au bien prédécrit après l'état des lieux initial ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 9. Outre le prix déterminé à l'article 8, la Région s'engage à payer les indemnités suivantes au(x) superficiaire(s) au moment de la levée de l'option visée à l'article 3 :

1. Indemnité de emploi pour le(s) superficiaire(s) : dix pour cent de la valeur déterminée à l'article 8;

2. Indemnité forfaitaire de déménagement pour le superficiaire occupant l'immeuble et y domicilié : 300 000 BEF ou 7 436,81 EURO.

Au cas où, au moment de la levée de l'option, le bien immobilier est occupé par plusieurs superficiaires qui y sont domiciliés, l'indemnité de déménagement est divisée entre eux avec un minimum de 100 000 BEF ou 2 478,94 EURO par ménage, étant entendu qu'il ne peut y avoir plus de ménages bénéficiaires que de logements figurant à l'état des lieux visé à l'article 5.

L'indemnité de déménagement n'est pas indexée.

Art. 10. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 11. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Art. 12. Il est expressément convenu que la Région prend en charge les frais d'établissement de l'état des lieux visé aux articles 5 et 6.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 3A

Promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
domicilié à
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable de reprendre au bénéficiaire déterminé à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le terrain à bâtir, dont celui-ci est propriétaire, aux conditions énoncées dans le présent acte, terrain situé à cadastré section numéro pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Le bénéficiaire peut néanmoins y renoncer en tout temps à condition d'en aviser la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de vendre ledit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Région dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique de vente doit être passé et son prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité, le bénéficiaire est déchu de tous droits de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que le bien est acheté pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. La Région peut, à ses frais, établir ou faire établir un état des lieux du bien concerné notamment quant à une éventuelle contamination.

Art. 6. La Région a en cas de levée de l'option, la propriété et la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts. Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

A cette date, le bénéficiaire veille à la complète libération du bien et met à disposition de la Région, un terrain borné en parfait état compte tenu de la destination de celui-ci, et conforme aux réglementations relatives à l'Aménagement du territoire et à l'Environnement.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le cédant :

a) du chef de servitude passive, apparente ou occulte, continue ou discontinue dont il peut être grevé;

b) pour déficit de contenance supérieur même vingtième.

Elle profite des servitudes actives et tout excédent de superficie, s'il en existe.

Art. 7. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifiée, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieure à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans l'hypothèse où des travaux doivent être effectués pour rendre le terrain conforme à sa destination de terrain à bâtir, le coût des travaux de remise en état est déduit du prix.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées au bien par le bénéficiaire après signature de la présente promesse ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 8. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 9.. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 3B

Promesse unilatérale de prise de droit d'emphytéose relatif à un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
domicilié à
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable de reprendre au bénéficiaire déterminé à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le droit d'emphytéose relatif au terrain à bâtir, dont celui-ci est emphytéote, aux conditions énoncées dans le présent acte, terrain situé à cadastré section numéro pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Le bénéficiaire peut néanmoins y renoncer en tout temps à condition d'en aviser la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de céder le droit d'emphytéose relatif audit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Région dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique de vente doit être passé et son prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité, le bénéficiaire est déchu de tous droits de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que le droit d'emphytéose est cédé pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. La Région peut, à ses frais, établir ou faire établir un état des lieux du bien concerné notamment quant à une éventuelle contamination.

Art. 6. La Région a en cas de levée de l'option, la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts. Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

A cette date, le bénéficiaire veille à la complète libération du bien et met à disposition de la Région, un terrain borné en parfait état compte tenu de la destination de celui-ci, et conforme aux réglementations relatives à l'Aménagement du territoire et à l'Environnement.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le cédant :

- a) du chef de servitude passive, apparente ou occulte, continue ou discontinue dont il peut être grevé;
- b) pour déficit de contenance supérieur même vingtième.

Elle profite des servitudes actives et tout excédent de superficie, s'il en existe.

Art. 7. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifié, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieur à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article...

Dans l'hypothèse où des travaux doivent être effectués pour rendre le terrain conforme à sa destination de terrain à bâtir, le coût des travaux de remise en état est déduit du prix.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées au bien par le bénéficiaire après signature de la présente promesse ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 8. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 9. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 3C

Promesse unilatérale de prise de droit de superficie relatif à un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé.

ENTRE :

1. La Région wallonne, représentée par
ci-après dénommée "La Région";

ET

2. M.
domicilié à
ci-après dénommé "Le bénéficiaire"

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région prend l'engagement irrévocable de reprendre au bénéficiaire déterminé à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le droit de superficie relatif au terrain à bâtir, dont celui-ci est superficière, aux conditions énoncées dans le présent acte, terrain situé à cadastré section numéro pour une contenance de

Art. 2. La présente promesse est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la signature de la promesse et se terminant de plein droit le lendemain du cinquième anniversaire de celle-ci.

Le bénéficiaire peut néanmoins y renoncer en tout temps à condition d'en aviser la Région par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 3. S'il souhaite lever l'option, le bénéficiaire doit manifester son intention de céder le droit de superficie relatif audit bien immobilier, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Région dans le délai visé à l'article 2, ladite lettre recommandée étant censée être reçue dans un délai de trois jours à dater de son envoi, le cachet de la poste faisant foi.

L'acte authentique de vente doit être passé et son prix payé dans un délai de quatre mois à compter de la réception par la Région de ladite lettre recommandée.

Si le bénéficiaire n'a pas levé l'option de manière décrite ci-dessus, dans le délai de cinq ans précité, le bénéficiaire est déchu de tous droits de demander l'exécution de la présente promesse et la Région est libérée de tous ses engagements.

Art. 4. Les parties conviennent que le droit de superficie est cédé pour quitte et libre de toutes charges privilégiées ou hypothécaires généralement quelconques.

Art. 5. La Région peut, à ses frais, établir ou faire établir un état des lieux du bien concerné notamment quant à une éventuelle contamination.

Art. 6. La Région a en cas de levée de l'option, la jouissance du bien par la possession réelle à dater du jour de la signature de l'acte authentique de vente, à charge pour elle de payer à partir de cette date toutes les taxes et impôts. Le précompte immobilier est réparti entre les deux parties au prorata du nombre de mois de jouissance de chacun.

A cette date, le bénéficiaire veille à la complète libération du bien et met à disposition de la Région, un terrain borné en parfait état compte tenu de la destination de celui-ci, et conforme aux réglementations relatives à l'Aménagement du territoire et à l'Environnement.

La Région prend le bien dans l'état où il se trouve au moment de la vente sans recours contre le cédant :

a) du chef de servitude passive, apparente ou occulte, continue ou discontinuée dont il peut être grevé;

b) pour déficit de contenance supérieur même vingtième.

Elle profite des servitudes actives et tout excédent de superficie, s'il en existe.

Art. 7. La valeur du bien prédécrit est fixée à la somme de BEF/EURO et est indexée annuellement à la date anniversaire de la signature de la promesse unilatérale selon la formule suivante : valeur de base du bien multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

La valeur de base du bien est la valeur mentionnée à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois précédant le mois pendant lequel la promesse unilatérale a été signée.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède celui de l'anniversaire de la promesse unilatérale.

Si ultérieurement à la signature de la promesse unilatérale, la base de calcul de l'indice officiel des prix à la consommation venait à être modifiée, les parties conviennent expressément, pour l'application de l'indexation, de se référer au taux de conversion tel qu'il serait publié au *Moniteur belge*.

Enfin, les parties conviennent que la valeur de base du bien indexé au jour de la signature de l'acte authentique d'achat par la Région ne peut être inférieure à la valeur de base du bien tel que fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Dans l'hypothèse où des travaux doivent être effectués pour rendre le terrain conforme à sa destination de terrain à bâtir, le coût des travaux de remise en état est déduit du prix.

Il est expressément stipulé que les améliorations apportées au bien par le bénéficiaire après signature de la présente promesse ne permettent jamais une revue à la hausse du prix fixé ci-dessus.

Art. 8. La promesse unilatérale est consentie pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de sa signature. Le Gouvernement peut proroger ce délai.

Toutefois, la promesse unilatérale devient caduque, de plein droit, en cas de modification de la destination du bien immobilier à une autre fin que l'habitation.

Durant le délai de cinq ans, éventuellement prorogé, en cas de donation, le donataire reprend les droits du signataire de la promesse unilatérale.

Art. 9. La présente promesse est cessible par la Région pour autant qu'elle en avise le bénéficiaire.

Namur, le

Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 4A

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale d'achat portant sur un immeuble bâti à usage d'habitation, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale d'achat signée le par la Région wallonne et portant sur l'immeuble d'habitation dont celui-ci est propriétaire situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 4B

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale de prise de droit d'emphytéose relatif à un bien immobilier bâti à usage d'habitation, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale signée le par la Région wallonne et portant sur le droit d'emphytéose relatif à l'immeuble d'habitation dont celui-ci est emphytéote situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 4C

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale de prise de droit de superficie relatif à un bien immobilier bâti à usage d'habitation, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale signée le par la Région wallonne et portant sur le droit de superficie relatif à l'immeuble d'habitation dont celui-ci est superficière situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 5A

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale d'achat d'un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale signée le par la Région wallonne et portant sur le terrain à bâtir dont celui-ci est propriétaire situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLAS

Annexe 5B

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale de prise de droit d'emphytéose relatif à un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale signée le par la Région wallonne et portant sur le droit d'emphytéose relatif au terrain à bâtir dont celui-ci est emphytéote situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe 5C

Renonciation au bénéfice de la promesse unilatérale de prise de droit de superficie relatif à un bien immobilier non bâti à usage d'habitation situé dans la zone A et étant en zone d'habitat à caractère rural au sens des articles 26 et 27 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ou faisant partie d'un lotissement dûment autorisé et non périmé, signée par la Région wallonne, antérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

M.

Domicilié à

Ci-après dénommé le bénéficiaire,

Renonce par la présente expressément au bénéfice de la promesse unilatérale signée le par la Région wallonne et portant sur le droit de superficie relatif au terrain à bâtir dont celui-ci est superficiaire situé à/ cadastré / section / numéro pour une contenance de

Fait à Namur, le

Signature

(précédée de la mention manuscrite) « Lu et approuvé »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 fixant les mesures d'accompagnement applicables aux titulaires de droits réels immobiliers situés dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 348

[C — 2001/27057]

20. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 II und X, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über das Rahmenprogramm zur Begleitung der Entwicklung der Tätigkeiten der in der Wallonischen Region befindlichen Flughäfen;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, abgeändert durch das Dekret vom 1. April 1999, insbesondere des Artikels 1bis;

Aufgrund des am 27. September 2000 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch die Gesetze vom 4. August 1996, vom 8. September 1997 und vom 25. Mai 1999, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung zwingend geboten ist, dringende und angemessene Lösungen anzuwenden, um die negativen Auswirkungen in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu senken und dort gleichzeitig die Ansiedlung zusätzlicher wirtschaftlicher Tätigkeiten zu fördern;

In der Erwägung, dass in der Tat die Bestimmung eines Fluglärmbelastungsplans, der auf einem regelmäßig aufgestellten Inventar des Belastungspegels beruht und durch Begleitmaßnahmen,

Gegenstand des vorliegenden Erlasses, ergänzt wird, den Leitlinien des fünften Aktionsprogramms für den Umweltschutz der Europäischen Union zuvorkommt;

In der Erwägung, dass das bedeutsame Wachstum des Flugbetriebs auf dem Gelände der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Regierung fallen, eine Ausdehnung des Gebiets erfordert, das zur Ansiedlung wirtschaftlicher Tätigkeiten bestimmt ist, die mit dem Flugbetrieb verknüpft sind und diesen ergänzen oder mit dem Lärmbelastungspegel vereinbar sind;

In der Erwägung, dass in dem für den Lärmbelastungsplan geographisch festgelegten Gebiet, in dem eine anhaltende Lärmbelastung mit einem Wert L_{d,n} von 70 dB (A) oder mehr, genannt "Zone A", festgestellt wird, der Schutz der einer derartigen Lärmbelastung ausgesetzten Einwohner eine vorrangige Zielsetzung in Sachen Umwelt und öffentliche Gesundheit darstellt;

In der Erwägung, dass die am besten geeigneten Maßnahmen diejenigen sind, die sich an die Anwohner richten, die in der Zone A Eigentümer einer bereits gebauten oder sich im Bau befindenden Wohnung sind oder diejenigen, die darauf abzielen, in Zukunft in dieser Zone lediglich die mit der Nähe des Flughafens vereinbaren Bauten zuzulassen;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

KAPITEL I — Einführungsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Zone A" die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, so wie sie durch Erlass der Wallonischen Regierung abgegrenzt wurde.

KAPITEL II — Allgemeines

Abschnitt 1 — Erwerbabsichtserklärung

Art. 2 - § 1 - In der Zone A richtet die Regierung eine Erwerbabsichtserklärung nach dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses an die Eigentümer eines bebauten Immobilienguts, das ausschließlich oder teilweise als Wohnung benutzt wird, oder an die Inhaber eines Erbpachtvertrags oder Erbbaurechts, der/das ein derartiges Immobiliengut betrifft.

Der Eigentümer ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen. In jeglicher Erwerbabsichtserklärung der Regierung wird der vorliegende Absatz vollständig angeführt.

§ 2 - Für den Flughafen von Lüttich-Bierset wird die Erwerbabsichtserklärung innerhalb des Monats des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses und für jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen innerhalb des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung an die in Paragraph 1 erwähnten Personen gerichtet.

§ 3 - Für die in dem vorliegenden Artikel erwähnten bebauten Immobiliengüter kann die Erwerbabsichtserklärung lediglich denjenigen Personen vorgeschlagen werden, die am 1. Juli 1998 betreffend den Flughafen von Lüttich-Bierset und am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A betreffend jeglichen anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen:

1° entweder Eigentümer, Erbpächter oder Erbbauberechtigte des betreffenden Immobilienguts,

2° Eigentümer eines sich im Bau befindenden Gebäudes, dessen Arbeiten bereits sichtlich begonnen haben,

3° oder Unterzeichner einer Verkaufszusage oder eines beglaubigten Kaufvertrags oder eines Erbpachtrechts- oder Erbbaurechtsbestellungsvertrags bezüglich des betreffenden Gebäudes sind.

§ 4 - Die Wallonische Region verpflichtet sich durch die Erwerbabsichtserklärung lediglich insofern die letztere unter Angabe des von dem Unterzeichner ausgewählten Notars zur Einverständniserklärung unterzeichnet und innerhalb einer Frist von dreißig Monaten ab dem Eingang bei ihrem Empfänger per Einschreiben bei der Post an die Regierung zurückgesandt wird.

§ 5. Die Regierung richtet nach den von ihr festgelegten Modalitäten eine Erwerbabsichtserklärung an die Eigentümer von gemeinschaftlichen Wohneinrichtungen, insbesondere von Pflege- und Erholungsheimen.

Art. 3 - § 1 - In der Zone A richtet die Regierung eine Erwerbabsichtserklärung nach dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses an die Eigentümer eines unbebauten Immobilienguts, das in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört, so wie an die Inhaber eines Erbpachtvertrags oder Erbbaurechts betreffend ein derartiges Immobiliengut.

Der Eigentümer ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen. In jeglicher Erwerbabsichtserklärung der Regierung wird der vorliegende Absatz vollständig angeführt.

§ 2 - Für den Flughafen von Lüttich-Bierset wird die Erwerbabsichtserklärung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und für jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen innerhalb des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung an die in Paragraph 1 erwähnten Personen gerichtet.

§ 3 - Für die in dem vorliegenden Artikel erwähnten unbebauten Immobiliengüter kann die Erwerbabsichtserklärung lediglich denjenigen Personen vorgeschlagen werden, die am 1. Juli 1998 betreffend den Flughafen von Lüttich-Bierset und am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A betreffend jeglichen anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen:

1° entweder Eigentümer, Erbpächter oder Erbbauberechtigte des betreffenden Immobilienguts,

2° oder Unterzeichner einer Verkaufszusage oder eines Erbpachtrechts- oder Erbbaurechtsbestellungsvorvertrags bezüglich des betreffenden Immobilienguts sind.

§ 4 - Die Wallonische Region verpflichtet sich durch die Erwerbabsichtserklärung lediglich insofern die letztere unter Angabe des von dem Unterzeichner ausgewählten Notars zur Einverständniserklärung unterzeichnet und innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Monaten ab dem Eingang bei ihrem Empfänger per Einschreiben bei der Post an die Regierung zurückgesandt wird.

Abschnitt 2 — Wertschätzung der Güter

Art. 4 - § 1 - Der Preis der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Güter wird auf der Grundlage ihres Verkehrswerts am 31. Dezember 1997 betreffend den Flughafen von Lüttich-Bierset und an dem von der Regierung in dem Erlass zur Abgrenzung der Zone A festgelegten Datum betreffend jeglichen anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen berechnet. Bezüglich der in Artikel 2 erwähnten Immobiliengüter, deren Bauarbeiten noch nicht beendet sind, wird deren Wert auf der Grundlage des an besagtem Datum festgelegten Verkehrswerts des Grundstücks festgelegt, gegebenenfalls mit Hinzurechnung der Kosten für die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses betreffend den Flughafen von Lüttich-Bierset und an dem von der Regierung in dem Erlass zur Abgrenzung der Zone A festgelegten Datum betreffend jeglichen anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen ausgeführten Bauarbeiten.

Der Verkehrswert und gegebenenfalls der Wert der Erbpacht oder des Erbbaurechts wird in gegenseitigem Einvernehmen von zwei Notaren festgelegt, wobei einer innerhalb des Monats ab dem Erhalt der Erwerbabsichtserklärung von der Regierung und der andere von dem Unterzeichner der Erwerbabsichtserklärung bezeichnet wird.

Innerhalb von drei Monaten ab der Bezeichnung des Notars durch die Regierung stellen die Notare beiden Parteien per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung den in Absatz 2 erwähnten Wert zu.

Falls beide Notare sich nicht über den Wert der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Güter einigen können, rufen sie den Vorsitzenden der unter Bezugnahme auf die Ortslage des Immobilienguts zuständigen Notariatskammer an und stellen gleichzeitig beiden Parteien ihr fehlendes Einvernehmen zu. Der Vorsitzende der Notariatskammer entscheidet sich für einen dritten Notar, der unter den Notaren des betreffenden Bezirks bezeichnet wird. Dieser wird damit beauftragt, den Wert des Immobilienguts persönlich einzuschätzen. Dazu kann er von einem von ihm bezeichneten Experten beraten werden. Sein Gutachten ist ausschlaggebend für den Fall, dass es ihm nicht gelingt, seine beiden Kollegen in Übereinstimmung zu bringen.

Innerhalb von zwei Monaten ab seiner Bezeichnung durch den Vorsitzenden der Notariatskammer stellt der dritte Notar den beiden Parteien per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung den in Absatz 4 erwähnten Wert zu.

§ 2 - Falls eine der Parteien ihre Zustimmung zu dem derart festgelegten Wert nicht abgeben kann, übermittelt sie der anderen Partei innerhalb des Monats ab der Zustellung des Gutachterberichts oder, wenn es sich um eine in dem Erlass vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, erwähnte Person handelt, innerhalb des Monats ab der Zustellung des Betrags der ihr in Anwendung dieses Erlasses vorgeschlagenen Entschädigung, per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung ihre Ansprüche bezüglich des Preises.

In diesem Fall wird der Preis auf Antrag der betreibenden Partei von einem von dem Vorsitzenden der Notariatskammer des betreffenden Bezirks bezeichneten Notar festgelegt. Gegebenenfalls kann er sich von einem von ihm bezeichneten Experten beraten lassen.

Innerhalb von zwei Monaten ab seiner Bezeichnung durch den Vorsitzenden der Notariatskammer stellt der Notar den beiden Parteien per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung den in Absatz 2 erwähnten Wert zu.

Die Schätzung des Notars ist endgültig.

In Ermangelung eines Ankaufsversprechens sind die Parteien jedoch durch diese Schätzung vertraglich nicht gebunden.

§ 3 - Die Region übernimmt die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Schätzungskosten des Immobilienguts. Die in Paragraph 2 erwähnten Schätzungskosten gehen jedoch zu Lasten des Unterzeichners der Erwerbabsichtserklärung, der diese Schätzung beantragt hat, wenn der in Anwendung des Paragraphen 2 festgelegte Preis nicht über dem in Anwendung des Paragraphen 1 festgelegten Preis liegt.

Abschnitt 3 — Einseitiges Ankaufs-, Erbpacht- oder Erbbauversprechen

Art. 5 - § 1 - Ein einseitiges Ankaufs-, Erbpacht- oder Erbbauversprechen, das dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses entspricht und den gemäß Artikel 4 festgelegten Preis angibt, wird innerhalb von zwei Monaten ab der in Artikel 4 § 1 Absatz 3 oder in Artikel 4 § 2 Absatz 3 erwähnten Zustellung des Schätzungswerts des Immobilienguts dem Unterzeichner der Erwerbabsichtserklärung von der Regierung zugestellt.

Das einseitige Versprechen verfällt von Rechts wegen, wenn es nicht innerhalb von einem Monat ab dem Eingang bei seinem Empfänger von letzterem zur Genehmigung unterzeichnet und per Einschreiben bei der Post an die Regierung zurückgesandt wird.

§ 2 - Das einseitige Versprechen wird für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung eingegangen. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

KAPITEL III — Sonderbestimmungen

Art. 6 - In der Zone A der Flughäfen, die zwischen 22 Uhr 00 und 07 Uhr 00 unbenutzt bleiben, können die in Artikel 2 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personen ausnahmsweise die Gewährung einer Prämie beanspruchen, um in den bebauten Gebäuden das Anbringen von Anlagen zu fördern, die dazu bestimmt sind, den Lärm zu verringern, zu dämpfen oder dessen nachteiligen Auswirkungen abzuwehren.

Die Regierung legt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels fest.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Erweiterung des Anwendungsbereichs

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, ist befugt, den Anwendungsbereich der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen auf jede sich in den anderen Zonen des Lärmbelastungsplans, so wie diese von der Regierung abgegrenzt wurden, und außerhalb der Zone A befindende Person zu erweitern, und zwar unter der einzigen Bedingung, dass der Nachweis gebracht werden kann, dass diese Person eine Lärmbelästigung erleidet, die, in Ldn ausgedrückt, mit der Zone A identisch ist, so wie dieser Anzeiger in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1993 über die Lärmbekämpfung bestimmt wird.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, legt die Anwendungsmodalitäten dieser Bestimmung fest.

Abschnitt 2 — Übergangsbestimmung

Art. 8 - Der Anspruchsberechtigte eines einseitigen Ankaufsversprechens, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses von der Wallonischen Region unterzeichnet wurde und sich auf die in der Zone A gelegenen Immobiliengüter bezieht, kann die Anwendung des durch den vorliegenden Erlass geregelten Verfahrens beanspruchen, unter dem Vorbehalt des ausdrücklichen Verzichts auf den Genuss des einseitigen Ankaufsversprechens. Zu diesem Zweck benutzt er ein Formular entsprechend dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses, das die Wallonische Region ihm per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung gleichzeitig mit der in den Artikeln 2 § 2 und 3 § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Absichtserklärung zusendet.

Der Anspruchsberechtigte stellt der Wallonischen Region innerhalb von zwei Monaten ab dem Erhalt des besagten Formulars seinen Beschluss zu, dass er auf das einseitige Ankaufsversprechen verzichtet.

Abschnitt 3 — Inkrafttreten

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Abschnitt 4 — Durchführungsbestimmung

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1A

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Eigentümer eines zu Wohnzwecken in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, das bebaute Immobiliengut zu erwerben.

Der Eigentümer ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 2 § 1 zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des bebauten Immobilienguts:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:
- Baudatum:

2. Identifizierung des(der) Eigentümer(s):

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):

3. Identifizierung des(der) Inhaber(s) eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):

4. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Hauptwohnsitz, Geschäftsraummiete, Landpacht, Büromiete...):

5. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Eigentümer und gegebenenfalls der(die) Inhaber eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen bebauten Immobilienguts zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift(en) des oder der Eigentümer(s)

(dieser(n) ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Unterschrift(en) des oder der Inhaber(s) eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts

(dieser(n) ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1B

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Inhaber eines Erbpachtvertrags bezüglich eines zu Wohnzwecken in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, den Erbpachtvertrag bezüglich eines bebauten Immobilienguts zu erwerben.

Der Erbpächter ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 2 § 1 zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des bebauten Immobilienguts, auf das sich der Erbpachtvertrag bezieht:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:
- Baudatum:

2. Identifizierung des(der) Inhaber(s) eines Erbpachtvertrags:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):
- Vertragsabschluss- und Fälligkeitsdatum des Erbpachtvertrags:

3. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Hauptwohnsitz, Geschäftsraummiete, Landpacht, Büromiete...):

4. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Inhaber eines Erbpachtvertrags erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen bebauten Immobilienguts, für das er(sie) über einen Erbpachtvertrag verfügt(n), zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1C

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Inhaber eines Erbbaurechts bezüglich eines zu Wohnzwecken in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts.

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, das Erbbaurecht bezüglich eines bebauten Immobilienguts zu erwerben.

Der Erbbauberechtigte ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 2 § 1, zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des bebauten Immobilienguts, auf das sich das Erbbaurecht bezieht:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:
- Baudatum:
- Bestellungsdatum des Erbbaurechts:

2. Identifizierung des(der) Inhaber(s) eines Erbbaurechts:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):

3. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Hauptwohnsitz, Geschäftsraummiete, Landpacht, Büromiete...):

4. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Inhaber eines Erbbaurechts erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(m) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen bebauten Immobilienguts, für das er(sie) über ein Erbbaurecht verfügt(en), zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1D

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Eigentümer eines unbebauten Immobilienguts, das in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen und in der Zone A gelegenen Erschließungsgebiet gehört.

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, das unbebaute Immobiliengut zu erwerben.

Der Eigentümer ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 3 § 1 zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des unbebauten Immobilienguts:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:

2. Identifizierung des(der) Eigentümer(s):

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):

3. Identifizierung des Inhabers eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschriften(n):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):

4. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Landpacht...):

5. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Eigentümer und gegebenenfalls

der(die) Inhaber eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts:

erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(m) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen unbebauten Immobilienguts zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift(en) des oder der Eigentümer(s)

(dieser(n) ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Unterschrift(en) des oder der Inhaber(s) eines Nießbrauch-, Nutzungs- oder Wohnrechts

(dieser(n) ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1E

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Inhaber eines Erbpachtvertrags bezüglich eines unbebauten Immobilienguts, das in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen und in der Zone A gelegenen Erschließungsgebiet gehört.

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, den Erbpachtvertrag bezüglich eines unbebauten Immobilienguts zu erwerben.

Der Erbpächter ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 3 § 1 zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des unbebauten Immobilienguts, auf das sich der Erbpachtvertrag bezieht:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:
- Vertragsabschluss- und Fälligkeitsdatum des Erbpachtvertrags:

2. Identifizierung des(der) Inhaber(s) eines Erbpachtvertrags:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):

3. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Landpacht...):

4. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Inhaber eines Erbpachtvertrags

erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen unbebauten Immobilienguts, für das er(sie) über einen Erbpachtvertrag verfüg(n), zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 1F

Erwerbabsichtserklärung an den(die) Inhaber eines Erbbaurechts bezüglich eines unbebauten Immobilienguts, das in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen und in der Zone A gelegenen Erschließungsgebiet gehört.

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, das Erbbaurecht bezüglich eines unbebauten Immobilienguts zu erwerben.

Der Erbbauberechtigte ist verpflichtet, jeglichen anderen Inhaber eines aufgeteilten dinglichen Rechts von der Erwerbabsichtserklärung der Regierung in Kenntnis zu setzen (Artikel 3 § 1 zweiter Absatz des oben erwähnten Erlasses).

1. Identifizierung des unbebauten Immobilienguts, auf das sich das Erbbaurecht bezieht:

- Ortslage (Straße, Hausnummer und Gemeinde):
- Katasternummer:
- Fläche laut Urkunde:
- Bestellungsdatum des Erbbaurechts:

2. Identifizierung des(der) Inhaber(s) eines Erbbaurechts:

- Name(n) und Vorname(n):
- Anschrift(en):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Berufsbeschäftigung (wenn ja, bitte angeben):

3. Mieter:

- Name(n) und Vorname(n):
- Juristische Art des Mietvertrags: (Landpacht...):

4. Identifizierung des von dem Begünstigten der Erwerbabsichtserklärung ausgewählten Notars zur Einschätzung in gegenseitigem Einvernehmen des Verkehrswerts des Immobilienguts:

- Name und Vorname:
- Anschrift:
- Telefonnummer:
- Faxnummer:

Der(die) oben identifizierte(n) Inhaber eines Erbbaurechts

erklärt(en) hiermit, dass er(sie) von der von der Regierung abgegebenen und per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Absichtserklärung zum Erwerb des oben erwähnten Immobilienguts in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) er(sie) den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens bezüglich des oben angegebenen unbebauten Immobilienguts, für das er(sie) über ein Erbbaurecht verfügt(en), zu begeben.

Geschehen zu, am

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 2A

Einseitig verbindliches Ankaufsversprechen bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten, in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Wohngebäude, dessen Eigentümer er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu erwerben. Dieses Gebäude ist gelegen in.....

katastriert PO/ Flur/PO Nummer/ PO mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 – Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Art. 3 – Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, besagtes Immobiliengut zu veräußern, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Kaufvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Auf Antrag des Begünstigten kann ein Vorschuss auf den Preis gewährt werden. Dieser darf den Gesamtbetrag der in Artikel 9 erwähnten Entschädigungen nicht überschreiten. In diesem Fall wird die Frist zum Abschluss des beglaubigten Kaufvertrags und zur Zahlung des Restbetrags um zwei Monate verlängert. Unter Gefahr der Unzulässigkeit muss der Antrag auf einen Vorschuss in dem Antrag auf Ausübung des Optionsrechts angegeben werden.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 – Die Parteien kommen überein, dass das Immobiliengut unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten erworben wird.

Art. 5 – Die Parteien kommen überein, dass ein Ortsbefund, in dem das Immobiliengut, sein Zustand und die Anzahl der enthaltenen Wohnungen vermerkt werden, innerhalb von dreißig Tagen nach der Unterzeichnung durchgeführt wird.

Dieser Ortsbefund wird gemeinsam von zwei Experten durchgeführt, wobei der eine - Herr/Frau, wohnhaft in - durch den Begünstigten bezeichnet wurde und der andere - Herr/Frau, wohnhaft in - durch die Region bezeichnet wurde.

Die Parteien erklären durch Vereinbarung, dass dieser Ortsbefund den Bestand sowie den Zustand des betreffenden Immobilienguts widerspiegelt. Er dient beiden Parteien als Grundlage. Die Parteien verzichten diesbetreffend auf jegliche Beanstandung und jegliche Klage.

Art. 6 – Zu dem Zeitpunkt, zu dem der Begünstigte sein Optionsrecht geltend macht, führen dieselben Experten, oder in Ermangelung dieser, zwei nach dem gleichen Prinzip bezeichnete Experten einen neuen Ortsbefund durch, um sicherzustellen, dass der Zustand des Gebäudes dem ursprünglichen Zustand entspricht.

In der Annahme, dass aus dieser Überprüfung andere als auf die Alterung oder auf höhere Gewalt zurückzuführende Beschädigungen hervorgehen, berechnen beide Experten gemeinsam den Minderwert, mit dem das Immobiliengut belastet ist. Der dabei festgelegte Betrag wird beiden Parteien auferlegt.

Art. 7 – Wird das Optionsrecht ausgeübt, gehen der Besitz und die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Durch Vereinbarung findet die Übertragung der Gefahren am Tag der Unterzeichnung der notariellen Verkaufsurkunde statt. Der Begünstigte hat alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um den Schutz seines Besitztums bis zu diesem Datum zu gewährleisten.

Der Begünstigte gewährleistet, dass das Gebäude an diesem Tag vollständig geräumt ist.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen die Verkäufer:

- a) wegen der Alterung, die nicht aus einem Mangel an Unterhalt, aus Konstruktionsfehlern oder aus verborgenen Mängeln, die bei dem Ortsbefund nicht verborgen wurden, entstanden ist;
- b) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;
- c) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 8 - Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von..... BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indiziert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indizierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass gemäß Artikel 6 die zwei bezeichneten Experten einen Minderwert festgelegt haben, wird dieser von dem wie oben angegeben festgelegten und indizierten Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach dem ersten Ortsbefund von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 9 - Zusätzlich zu dem in Artikel 8 bestimmten Preis verpflichtet sich die Region dem(den) Eigentümer(n) zum Zeitpunkt, zu dem das Optionsrecht geltend gemacht wird, folgende Entschädigungen zu zahlen:

1. Wiederverwertungsentschädigung für den/die Eigentümer: zehn Prozent des in Artikel 8 bestimmten Wertes;
2. Pauschale Entschädigung für Umzugskosten des Eigentümers, der das Gebäude bewohnt und dort seinen Wohnsitz hat: 300 000 BEF oder 7 436,81 EURO.

Wird das Immobiliengut von mehreren Eigentümern bewohnt, die dort ihren Wohnsitz haben, wird die Entschädigung für Umzugskosten unter ihnen aufgeteilt, wobei jeder Haushalt mindestens einen Betrag von 100 000 BEF oder 2 478,94 EURO erhält, und wobei ebenfalls feststeht, dass die Anzahl der bezugsberechtigten Haushalte die in Artikel 5 angeführte Anzahl Wohnungen nicht übersteigen darf.

Die Entschädigung für Umzugskosten wird nicht an den Index gebunden.

Art. 10 - Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 11 - Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Art. 12 - Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die mit dem in den Artikeln 5 und 6 erwähnten Ortsbefund verbundenen Kosten zu Lasten der Region gehen.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 2B

Einseitig verbindliches Versprechen zur Übernahme des Erbpachtrechts bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten, in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Erbpachtrecht bezüglich des Wohngebäudes, dessen Erbpächter er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu übernehmen.

Dieses Gebäude ist gelegen in/katastriert PO Flur/PO Nummer/PO mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 – Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Art. 3 – Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, das Erbpachtrecht bezüglich des besagten Immobilienguts abzutreten, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Erbpachtvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Auf Antrag des Begünstigten kann ein Vorschuss auf den Preis gewährt werden. Dieser darf den Gesamtbetrag der in Artikel 9 erwähnten Entschädigungen nicht überschreiten. In diesem Fall wird die Frist zum Abschluss des beglaubigten Kaufvertrags und zur Zahlung des Restbetrags um zwei Monate verlängert. Unter Gefahr der Unzulässigkeit muss der Antrag auf einen Vorschuss in dem Antrag auf Ausübung des Optionsrechts angegeben werden.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 – Die Parteien kommen überein, dass die Erbpacht unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten abgetreten wird.

Art. 5 – Die Parteien kommen überein, dass ein Ortsbefund, in dem das Immobiliengut, sein Zustand und die Anzahl der enthaltenen Wohnungen vermerkt werden, innerhalb von dreißig Tagen nach der Unterzeichnung durchgeführt wird.

Dieser Ortsbefund wird gemeinsam von zwei Experten durchgeführt, wobei der eine - Herr/Frau, wohnhaft in - durch den Begünstigten bezeichnet wurde und der andere - Herr/Frau, wohnhaft in - durch die Region bezeichnet wurde.

Die Parteien erklären durch Vereinbarung, dass dieser Ortsbefund den Bestand sowie den Zustand des betreffenden Immobilienguts widerspiegelt. Er dient beiden Parteien als Grundlage. Die Parteien verzichten diesbetreffend auf jegliche Beanstandung und jegliche Klage.

Art. 6 – Zu dem Zeitpunkt, zu dem der Begünstigte sein Optionsrecht geltend macht, führen dieselben Experten, oder in Ermangelung dieser, zwei nach dem gleichen Prinzip bezeichnete Experten einen neuen Ortsbefund durch, um sicherzustellen, dass der Zustand des Gebäudes dem ursprünglichen Zustand entspricht.

In der Annahme, dass aus dieser Überprüfung andere als auf die Alterung oder auf höhere Gewalt zurückzuführende Beschädigungen hervorgehen, berechnen beide Experten gemeinsam den Minderwert, mit dem das Immobiliengut belastet ist. Der dabei festgelegte Betrag wird beiden Parteien auferlegt.

Art. 7 – Wird das Optionsrecht ausgeübt, geht die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Durch Vereinbarung findet die Übertragung der Gefahren am Tag der Unterzeichnung der notariellen Verkaufsurkunde statt. Der Begünstigte hat alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um den Schutz seines Besitztums bis zu diesem Datum zu gewährleisten.

Der Begünstigte gewährleistet, dass das Gebäude an diesem Tag vollständig geräumt ist.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen die Verkäufer:

a) wegen der Alterung, die nicht aus einem Mangel an Unterhalt, aus Konstruktionsfehlern oder aus verborgenen Mängeln, die bei dem Ortsbefund nicht verborgen wurden, entstanden ist;

b) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;

c) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 8 - Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von..... BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indexiert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indexierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass gemäß Artikel 6 die zwei bezeichneten Experten einen Minderwert festgelegt haben, wird dieser von dem wie oben angegeben festgelegten und indexierten Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach dem ersten Ortsbefund von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 9 - Zusätzlich zu dem in Artikel 8 bestimmten Preis verpflichtet sich die Region dem(den) Erbpächter(n) zum Zeitpunkt, zu dem das Optionsrecht geltend gemacht wird, folgende Entschädigungen zu zahlen:

1. Wiederverwertungsentschädigung für den/die Erbpächter: zehn Prozent des in Artikel 8 bestimmten Wertes;
2. Pauschale Entschädigung für Umzugskosten des Erbpächters, der das Gebäude bewohnt und dort seinen Wohnsitz hat: 300 000 BEF oder 7 436,81 EURO.

Wird das Immobiliengut von mehreren Erbpächtern bewohnt, die dort ihren Wohnsitz haben, wird die Entschädigung für Umzugskosten unter ihnen aufgeteilt, wobei jeder Haushalt mindestens einen Betrag von 100 000 BEF oder 2 478,94 EURO erhält, und wobei ebenfalls feststeht, dass die Anzahl der bezugsberechtigten Haushalte die in Artikel 5 angeführte Anzahl Wohnungen nicht übersteigen darf.

Die Entschädigung für Umzugskosten wird nicht an den Index gebunden.

Art. 10 - Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 11 - Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Art. 12 - Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die mit dem in den Artikeln 5 und 6 erwähnten Ortsbefund verbundenen Kosten zu Lasten der Region gehen.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 2C

Einseitig verbindliches Versprechen zur Übernahme des Erbbaurechts bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten, in der Zone A gelegenen bebauten Immobilienguts

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Erbbaurecht bezüglich des Wohngebäudes, dessen Erbbauberechtigter er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu übernehmen.

Dieses Gebäude ist gelegen in/ katastriert...../PO Flur/PO Nummer /PO mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 – Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Art. 3 – Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, das Erbbaurecht bezüglich des besagten Immobilienguts abzutreten, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Erbbaurechtvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Auf Antrag des Begünstigten kann ein Vorschuss auf den Preis gewährt werden. Dieser darf den Gesamtbetrag der in Artikel 9 erwähnten Entschädigungen nicht überschreiten. In diesem Fall wird die Frist zum Abschluss des beglaubigten Kaufvertrags und zur Zahlung des Restbetrags um zwei Monate verlängert. Unter Gefahr der Unzulässigkeit muss der Antrag auf einen Vorschuss in dem Antrag auf Ausübung des Optionsrechts angegeben werden.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 – Die Parteien kommen überein, dass das Erbbaurecht unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten abgetreten wird.

Art. 5 - Die Parteien kommen überein, dass ein Ortsbefund, in dem das Immobiliengut, sein Zustand und die Anzahl der enthaltenen Wohnungen vermerkt werden, innerhalb von dreißig Tagen nach der Unterzeichnung durchgeführt wird.

Dieser Ortsbefund wird gemeinsam von zwei Experten durchgeführt, wobei der eine - Herr/Frau, wohnhaft in - durch den Begünstigten bezeichnet wurde und der andere - Herr/Frau, wohnhaft in - durch die Region bezeichnet wurde.

Die Parteien erklären durch Vereinbarung, dass dieser Ortsbefund den Bestand sowie den Zustand des betreffenden Immobilienguts widerspiegelt. Er dient beiden Parteien als Grundlage. Die Parteien verzichten diesbetreffend auf jegliche Beanstandung und jegliche Klage.

Art. 6 – Zu dem Zeitpunkt, zu dem der Begünstigte sein Optionsrecht geltend macht, führen dieselben Experten, oder in Ermangelung dieser, zwei nach dem gleichen Prinzip bezeichnete Experten einen neuen Ortsbefund durch, um sicherzustellen, dass der Zustand des Gebäudes dem ursprünglichen Zustand entspricht.

In der Annahme, dass aus dieser Überprüfung andere als auf die Alterung oder auf höhere Gewalt zurückzuführende Beschädigungen hervorgehen, berechnen beide Experten gemeinsam den Minderwert, mit dem das Immobiliengut belastet ist. Der dabei festgelegte Betrag wird beiden Parteien auferlegt.

Art. 7 – Wird das Optionsrecht ausgeübt, geht die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Durch Vereinbarung findet die Übertragung der Gefahren am Tag der Unterzeichnung der notariellen Verkaufsurkunde statt. Der Begünstigte hat alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um den Schutz seines Besitztums bis zu diesem Datum zu gewährleisten.

Der Begünstigte gewährleistet, dass das Gebäude an diesem Tag vollständig geräumt ist.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen die Verkäufer:

a) wegen der Alterung, die nicht aus einem Mangel an Unterhalt, aus Konstruktionsfehlern oder aus verborgenen Mängeln, die bei dem Ortsbefund nicht verborgen wurden, entstanden ist;

b) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;

c) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 8 - Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indiziert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indizierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass gemäß Artikel 6 die zwei bezeichneten Experten einen Minderwert festgelegt haben, wird dieser von dem wie oben angegeben festgelegten und indizierten Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach dem ersten Ortsbefund von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 9 - Zusätzlich zu dem in Artikel 8 bestimmten Preis verpflichtet sich die Region dem(den) Erbbauberechtigten(n) zum Zeitpunkt, zu dem das Optionsrecht geltend gemacht wird, folgende Entschädigungen zu zahlen:

1. Wiederverwertungsentschädigung für den/die Erbbauberechtigten(n): zehn Prozent des in Artikel 8 bestimmten Wertes;

2. Pauschale Entschädigung für Umzugskosten des Erbbauberechtigten, der das Gebäude bewohnt und dort seinen Wohnsitz hat: 300 000 BEF oder 7 436,81 EURO.

Wird das Immobiliengut von mehreren Erbbauberechtigten bewohnt, die dort ihren Wohnsitz haben, wird die Entschädigung für Umzugskosten unter ihnen aufgeteilt, wobei jeder Haushalt mindestens einen Betrag von 100 000 BEF oder 2 478,94 EURO erhält, und wobei ebenfalls feststeht, dass die Anzahl der bezugsberechtigten Haushalte die in Artikel 5 angeführte Anzahl Wohnungen nicht übersteigen darf.

Die Entschädigung für Umzugskosten wird nicht an den Index gebunden.

Art. 10 - Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 11 - Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Art. 12 - Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die mit dem in den Artikeln 5 und 6 erwähnten Ortsbefund verbundenen Kosten zu Lasten der Region gehen.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 3A

Einseitig verbindliches Ankaufsversprechen bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten unbebauten Immobilienguts, das in der in der Zone A und liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Baugrundstück, dessen Eigentümer er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu übernehmen.

Dieses Grundstück ist gelegen in /katastriert PO Flur/PO Nummer/PO
mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 – Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Der Begünstigte kann jedoch jederzeit auf das Versprechen verzichten, unter der Bedingung, dass er die Region per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung davon in Kenntnis setzt.

Art. 3 – Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, das Immobiliengut zu veräußern, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Kaufvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 – Die Parteien kommen überein, dass das Immobiliengut unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten erworben wird.

Art. 5 – Die Region kann auf ihre Kosten einen Ortsbefund des betreffenden Immobilienguts durchführen oder durchführen lassen, insbesondere zur Feststellung einer eventuellen Verseuchung.

Art. 6 - Wird das Optionsrecht ausgeübt, gehen der Besitz und die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Zu dem Zeitpunkt gewährleistet der Begünstigte, dass das Immobiliengut an diesem Tag vollständig geräumt ist und überlässt der Region ein abgegrenztes Grundstück, das sich je nach seiner Zweckbestimmung in einem einwandfreien Zustand befindet und den Vorschriften über die Raumordnung und die Umwelt entspricht.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen den Verkäufer:

a) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;

b) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 7 – Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indiziert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indizierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass Arbeiten durchgeführt werden müssen, um das Grundstück seinem Bestimmungszweck als Baugrundstück anzupassen, werden die Kosten für die Arbeiten von dem Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach der Unterzeichnung des vorliegenden Versprechens von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 8 - Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 9 - Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 3B

Einseitig verbindliches Versprechen zur Übernahme des Erbpachtrechts bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten unbebauten Immobilienguts, das in der in der Zone A und liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Erbpachtrecht bezüglich des Baugrundstücks, dessen Erbpächter er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu übernehmen.

Dieses Grundstück ist gelegen in/katastriert Flur Nummer mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 - Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Der Begünstigte kann jedoch jederzeit auf das Versprechen verzichten, unter der Bedingung, dass er die Region per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung davon in Kenntnis setzt.

Art. 3 - Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, das Erbpachtrecht bezüglich des Immobilienguts abzutreten, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Kaufvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 - Die Parteien kommen überein, dass das Erbpachtrecht unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten abgetreten wird.

Art. 5 - Die Region kann auf ihre Kosten einen Ortsbefund des betreffenden Immobilienguts durchführen oder durchführen lassen, insbesondere zur Feststellung einer eventuellen Verseuchung.

Art. 6 - Wird das Optionsrecht ausgeübt, geht die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Zu dem Zeitpunkt gewährleistet der Begünstigte, dass das Immobiliengut an diesem Tag vollständig geräumt ist und überlässt der Region ein abgegrenztes Grundstück, das sich je nach seiner Zweckbestimmung in einem einwandfreien Zustand befindet und den Vorschriften über die Raumordnung und die Umwelt entspricht.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen den Verkäufer:

a) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;

b) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 7 - Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indiziert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indizierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass Arbeiten durchgeführt werden müssen, um das Grundstück seinem Bestimmungszweck als Baugrundstück anzupassen, werden die Kosten für die Arbeiten von dem Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach der Unterzeichnung des vorliegenden Versprechens von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 8 - Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 9 - Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 3C

Einseitig verbindliches Versprechen zur Übernahme des Erbbaurechts bezüglich eines zu Wohnzwecken genutzten unbebauten Immobilienguts, das in der in der Zone A und liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe liegt oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

ZWISCHEN:

1. Der Wallonischen Region, vertreten durch
nachstehend "Die Region" genannt;

UND

2. Herrn/Frau
nachstehend "Der Begünstigte" genannt;
wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Die Region verpflichtet sich unwiderruflich, von dem in Artikel 2 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, bestimmten Begünstigten das Erbbaurecht bezüglich des Baugrundstücks, dessen Erbbauberechtigter er ist, zu den in der vorliegenden Urkunde angeführten Bedingungen zu übernehmen.

Dieses Grundstück ist gelegen in katastriert Flur Flur Nummer mit einem Flächeninhalt von

Art. 2 – Das vorliegende Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung des Versprechens und endet von Rechts wegen am Tag nach dem fünften Jahrestag dieser Unterzeichnung, sofern die Regierung keine Verlängerung vorsieht.

Der Begünstigte kann jedoch jederzeit auf das Versprechen verzichten, unter der Bedingung, dass er die Region per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung davon in Kenntnis setzt.

Art. 3 – Wenn er das Optionsrecht ausüben möchte, hat der Begünstigte seine Absicht kundzutun, das Erbbaurecht bezüglich des Immobilienguts abzutreten, und zwar innerhalb der in Artikel 2 erwähnten Frist durch ein an die Region gerichtetes Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, wobei davon ausgegangen wird, dass besagtes Einschreiben innerhalb einer Frist von drei Tagen nach seiner Einsendung eingeht. Das Datum des Poststempels ist maßgebend.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Eingang besagten Einschreibens bei der Region muss der beglaubigte Kaufvertrag abgeschlossen und der Verkaufspreis gezahlt sein.

Hat der Begünstigte innerhalb der vorerwähnten, eventuell verlängerten Frist von fünf Jahren sein Optionsrecht nicht auf die vorangehend beschriebene Art und Weise geltend gemacht, verwirkt er jegliches Recht, die Ausführung des vorliegenden Versprechens zu beantragen und wird die Region von ihren gesamten Verpflichtungen entbunden.

Art. 4 – Die Parteien kommen überein, dass das Erbbaurecht unbelastet und frei von Schulden, Hypotheken und Vorzugsrechten abgetreten wird.

Art. 5 – Die Region kann auf ihre Kosten einen Ortsbefund des betreffenden Immobilienguts durchführen oder durchführen lassen, insbesondere zur Feststellung einer eventuellen Verseuchung.

Art. 6 – Wird das Optionsrecht ausgeübt, geht die Nutzung des Immobilienguts auf die Region über durch die tatsächliche Inbesitznahme am Tag der Unterzeichnung des beglaubigten Kaufvertrags. Ab diesem Zeitpunkt hat sie daher alle Steuern und Gebühren zu entrichten.

Der Immobilienvorabzug wird unter den Parteien aufgeteilt im Verhältnis zu der Anzahl Monate, während denen sie das Immobiliengut genutzt haben.

Zu dem Zeitpunkt gewährleistet der Begünstigte, dass das Immobiliengut an diesem Tag vollständig geräumt ist und überlässt der Region ein abgegrenztes Grundstück, das sich je nach seiner Zweckbestimmung in einem einwandfreien Zustand befindet und den Vorschriften über die Raumordnung und die Umwelt entspricht.

Die Region nimmt das Immobiliengut in Besitz in dem Zustand, in dem es sich zum Zeitpunkt des Verkaufs befindet. Sie hat keinerlei Rückgriffsrecht gegen den Verkäufer:

a) wegen passiven, sichtbaren und versteckten, dauernden und unterbrochenen Grunddienstbarkeiten, die es belasten könnten;

b) wegen eines Unterschieds zwischen der angegebenen und der wirklichen Fläche, selbst wenn die wirkliche Fläche um mehr als ein Zwanzigstel kleiner ist.

Die aktiven Grunddienstbarkeiten hingegen, sowie die Flächen, die gegebenenfalls die angegebene Fläche übersteigen, sind zu ihren Gunsten.

Art. 7 – Der Wert des vorerwähnten Immobilienguts wird auf den Betrag von BEF/EURO festgelegt und wird jährlich am Jahrestag der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens nach folgender Formel indexiert: Basiswert des Immobilienguts multipliziert mit dem neuen Index und dividiert durch den Ausgangsindex.

Als Basiswert des Immobilienguts gilt der in Absatz 1 des vorliegenden Artikels angegebene Wert.

Der neue Index entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats vor demjenigen Monat, innerhalb dessen das einseitig verbindliche Ankaufsversprechen unterzeichnet wurde.

Der Ausgangsindex entspricht dem Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat des Jahrestages des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens vorhergeht.

Sollte die Berechnungsgrundlage des offiziellen Indexes der Verbraucherpreise nach der Unterzeichnung des einseitig verbindlichen Ankaufsversprechens geändert werden, kommen die Parteien ausdrücklich überein, sich zur Anwendung der Indexierung auf den Umrechnungssatz, so wie dieser im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht würde, zu beziehen.

Überdies kommen die Parteien überein, dass der Basiswert des am Tag der Unterzeichnung durch die Region des beglaubigten Kaufvertrags indexierten Immobilienguts nicht unter dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels festgelegten Basiswert liegen darf.

In der Annahme, dass Arbeiten durchgeführt werden müssen, um das Grundstück seinem Bestimmungszweck als Baugrundstück anzupassen werden, die Kosten für die Arbeiten von dem Verkaufspreis abgezogen.

Es wird ausdrücklich festgelegt, dass die nach der Unterzeichnung des vorliegenden Versprechens von dem Begünstigten an dem vorerwähnten Immobiliengut vorgenommenen Ausbesserungsarbeiten in keinem Fall zu einer Erhöhung des festgelegten Preises führen können.

Art. 8 – Das einseitige Versprechen gilt für eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum der Unterzeichnung. Die Regierung kann diese Frist verlängern.

Das einseitige Versprechen verfällt jedoch von Rechts wegen, wenn das Immobiliengut durch eine Änderung zu anderen Zwecken als zum Wohnen bestimmt wird.

Im Falle einer Schenkung übernimmt der Schenkungsempfänger während der unter Umständen verlängerten Frist von fünf Jahren die Rechte des Unterzeichners des einseitigen Versprechens.

Art. 9 – Das vorliegende Versprechen ist von der Region abtretbar, insofern sie den Begünstigten davon in Kenntnis setzt.

Namur, den

Unterschriften

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 4A

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitigen Versprechens zum Erwerb eines zu Wohnzwecken benutzten bebauten Gebäudes

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zum Erwerb des Wohnhauses, das in/ katastriert/ Flur/ Nr mit einem Flächeninhalt von gelegen und dessen Eigentümer er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 4B

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zur Übernahme des Erbpachtrechts bezüglich eines zu Wohnzwecken benutzten bebauten Immobilienguts

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens bezüglich des Erbpachtrechts betreffend das Wohnhaus, das in/ katastriert/ Flur/ Nr mit einem Flächeninhalt von gelegen und dessen Erbpächter er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 4C

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zur Übernahme des Erbbaurechts bezüglich eines zu Wohnzwecken benutzten bebauten Immobilienguts

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens bezüglich des Erbbaurechts betreffend das Wohnhaus, das in/katastriert/ Flur/ Nr mit einem Flächeninhalt von gelegen und dessen Erbbauberechtigter er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 5A

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zum Erwerb eines zu Wohnzwecken benutzten unbebauten Immobilienguts, das in der Zone A liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens bezüglich des Baugrundstücks, das in/katastriert/ Flur/ Nr mit einem Flächeninhalt von gelegen und dessen Eigentümer er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage 5B

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zur Übernahme des Erbpachtrechts bezüglich eines zu Wohnzwecken benutzten unbebauten Immobilienguts, das in der Zone A liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens bezüglich des Erbpachtrechts betreffend das Baugrundstück, das in/katastriert/ Flur/ Nr mit einem Flächeninhalt von gelegen und dessen Erbpächter er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage 5C

Verzicht auf den Genuss des von der Wallonischen Region vor dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens zur Übernahme des Erbbaurechts bezüglich eines zu Wohnzwecken benutzten unbebauten Immobilienguts, das in der Zone A liegt und zu einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter im Sinne der Artikel 26 und 27 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe oder zu einem ordnungsgemäß genehmigten und nicht verfallenen Erschließungsgebiet gehört

Herr

Wohnhaft in

Nachstehend "der Begünstigte" genannt,

verzichtet hiermit ausdrücklich auf den Genuss des von der Wallonischen Region am..... unterzeichneten einseitig verbindlichen Versprechens bezüglich des Erbbaurechts betreffend das Baugrundstück, das in...../katastriert...../ Flur...../ Nr..... mit einem Flächeninhalt von..... gelegen und dessen Erbbauberechtigter er ist.

Geschehen zu Namur, den

Unterschrift

(dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2000 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen, die auf die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ansässigen Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut anwendbar sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 348

[C — 2001 /27057]

20 DECEMBER 2000. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, II en X, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende het kaderprogramma ter bevordering van de luchthavenactiviteiten in het Waalse Gewest;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, gewijzigd bij het decreet van 1 april 1999, inzonderheid op artikel 1bis;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 september 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996, 8 september 1997 en 25 mei 1999;

Overwegende dat met het oog op een duurzame ontwikkeling dringend gepaste oplossingen gevonden moeten worden om de negatieve gevolgen te beperken in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, en tegelijkertijd de ontwikkeling van bijkomende economische activiteiten te bevorderen;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan luchthavengeluidshinder, opgemaakt op basis van een permanente inventarisatie van de blootstellingsniveaus en aangevuld met begeleidingsmaatregelen die het voorwerp zijn van dit besluit, doeltreffend anticipeert op de aanbevelingen van het vijfde milieu-actieprogramma van de Europese Unie;

Overwegende dat de aanzienlijke toename van de activiteiten op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, een uitbreiding vergt van het grondgebied dat bestemd is voor aanverwante en bijkomende economische activiteiten of voor activiteiten die verenigbaar zijn met het niveau van de geluidshinder;

Overwegende dat in de geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, met name de "zone A", waar een constante geluidshinder van Ldn 70 dB(A) of meer wordt vastgesteld, de bescherming van de omwonenden die aan dergelijke geluidshinder blootgesteld zijn, een prioritaire doelstelling inzake leefmilieu en volksgezondheid is;

Overwegende dat de meest gepaste maatregelen degene zijn die zich richten tot de omwonenden die eigenaar zijn van een gebouwde of in aanbouw zijnde woning in zone A, alsmede degene die in deze zone voortaan enkel gebouwen toelaten die verenigbaar zijn met de nabijgelegen luchthaven;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « zone A » de eerste geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals afgebakend bij besluit van de Waalse Regering.

HOOFDSTUK II. — *Algemeen*

Afdeling 1. — *Intentieverklaring tot aankoop*

Art. 2. § 1. Wat de zone A betreft, richt de Regering een intentieverklaring tot aankoop, waarvan het model van formulier bij dit besluit gaat, aan de eigenaren van een bebouwd onroerend goed dat uitsluitend of gedeeltelijk als woning wordt gebruikt, of aan de houders van een erfpacht of een recht van opstal op dergelijk onroerend goed.

De eigenaar moet elke andere houder van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering. Dit lid wordt integraal opgenomen in elke intentieverklaring tot aankoop van de Regering.

§ 2. De intentieverklaring tot aankoop wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de in § 1 bedoelde eigenaren gericht binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit voor de luchthaven van Luik-Bierset en binnen een maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 3. Wat de in dit artikel bedoelde bebouwde onroerende goederen betreft, mag de intentieverklaring tot aankoop slechts gericht worden aan de omwonenden die op 1 juli 1998 voor de luchthaven van Luik-Bierset en op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren :

1° ofwel eigenaar zijn van het betrokken goed of een recht van erfpacht of van opstal op het goed hebben;

2° ofwel eigenaar zijn van een in aanbouw zijnde onroerend goed waarvan de werken reeds ver gevorderd zijn;

3° ofwel ondertekenaar zijn van een compromis tot verkoop of van een authentieke verkoopakte of een akte van vestiging van een recht van erfpacht of van opstal op het betrokken goed.

§ 4. De intentieverklaring tot aankoop verbindt het Waalse Gewest voor zover ze voor akkoord ondertekend is, de door de ondertekenaar gekozen notaris vermeldt en bij ter post aangetekende brief aan de Regering wordt teruggezonden binnen een termijn van dertig maanden na ontvangst ervan door de geadresseerde.

§ 5. De Regering richt volgens nadere regels die ze zelf bepaalt, een intentieverklaring tot aankoop aan de eigenaren van collectieve woonvoorzieningen, met name verzorgingstehuizen en rusthuizen.

Art. 3. § 1. Wat de zone A betreft, richt de Regering een intentieverklaring tot aankoop, waarvan het model van formulier bij dit besluit gaat, aan de eigenaren van een onbebouwd onroerend goed gelegen in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of gelegen in een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling, alsmede aan de houders van een erfpacht of een recht van opstal op dergelijk onroerend goed.

De eigenaar moet elke andere houder van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering. Dit lid wordt integraal opgenomen in elke intentieverklaring tot aankoop van de Regering.

§ 2. De intentieverklaring tot aankoop wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de in § 1 bedoelde eigenaren gericht binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit voor de luchthaven van Luik-Bierset en binnen een maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 3. Wat de in dit artikel bedoelde onbebouwde onroerende goederen betreft, mag de intentieverklaring tot aankoop slechts gericht worden aan de omwonenden die op 1 juli 1998 voor de luchthaven van Luik-Bierset en op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren :

1° ofwel eigenaar zijn van het betrokken goed of een recht van erfpacht of van opstal op het goed hebben;

2° ofwel ondertekenaar zijn van een compromis tot verkoop of tot vestiging van een recht van erfpacht of van opstal op het betrokken goed.

§ 4. De intentieverklaring tot aankoop verbindt het Waalse Gewest voor zover ze voor akkoord ondertekend is, de door de ondertekenaar gekozen notaris vermeldt en bij ter post aangetekende brief aan de Regering wordt teruggezonden binnen een termijn van vierentwintig maanden na ontvangst ervan door de geadresseerde.

Afdeling 2. — Schatting van de waarde van de goederen

Art. 4. § 1. De prijs van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde goederen wordt vastgesteld op grond van hun handelswaarde op 31 december 1997 voor de luchthaven van Luik-Bierset en op de datum bepaald door de Regering in het besluit tot afbakening van de zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren. De waarde van de in artikel 2 bedoelde goederen waarvan de bouw niet voltooid is, wordt vastgesteld op grond van de handelswaarde van het terrein op voormelde datum, in voorkomend geval vermeerderd met de kosten van de werken uitgevoerd op de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de luchthaven van Luik-Bierset en op de datum bepaald door de Regering in het besluit tot afbakening van de zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

De handelswaarde en, in voorkomend geval, de erfpacht- of opstalwaarde worden eenstemmig bepaald door twee notarissen, de ene aangewezen door de Regering binnen een maand na ontvangst van de intentieverklaring tot aankoop en de andere door de ondertekenaar van de intentieverklaring tot aankoop.

Binnen drie maanden na de aanwijzing van de notaris door de Regering stellen de notarissen beide partijen bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis van de in het tweede lid bedoelde waarde.

Indien de twee aangewezen notarissen het niet eens kunnen worden over de waarde van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde goederen, maken ze de zaak aanhangig bij de voorzitter van de Kamer der notarissen die bevoegd is voor het gebied waar het goed gelegen is en geven ze de partijen tegelijkertijd kennis van hun onenigheid. De voorzitter van de Kamer der notarissen wijst onder de notarissen van het betrokken arrondissement een derde notaris aan die de waarde van het goed persoonlijk moet schatten. Hij kan zich daartoe laten bijstaan door een deskundige die hij zelf aanwijst. Zijn mening is doorslaggevend als hij zijn twee collega's niet tot overeenstemming kan brengen.

Binnen twee maanden na zijn aanwijzing door de voorzitter van de Kamer der notarissen, stelt de derde notaris beide partijen bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis van de waarde bedoeld in het vierde lid.

§ 2. Als één van de partijen niet kan instemmen met de aldus bepaalde waarde, stelt ze de andere partij bij aangetekende brief met ontvangstbewijs binnen een maand na de kennisgeving van het expertiserapport in kennis van haar eisen i.v.m. de prijs of, als het gaat om een persoon bedoeld in het besluit van 27 mei 1999 tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, binnen een maand na de kennisgeving van de vergoedingssom die op grond van dat besluit wordt voorgesteld.

In dat geval wordt de prijs op verzoek van de meest gereede partij vastgesteld door een notaris aangewezen door de voorzitter van de Kamer der notarissen van het betrokken arrondissement. In voorkomend geval kan de notaris zich laten bijstaan door een deskundige die hij zelf aanwijst.

Binnen twee maanden na zijn aanwijzing door de voorzitter van de Kamer der notarissen, stelt de notaris beide partijen bij aangetekende brief met ontvangstbewijs in kennis van de waarde bedoeld in het tweede lid.

De schatting van de notaris is onherroepelijk. De partijen zijn echter niet gebonden door deze schatting als er geen aankoopbelofte is.

§ 3. De kosten van de in § 1 en § 2 bedoelde schatting van het goed zijn voor rekening van het Gewest. Maar de kosten van de schatting van de waarde van het goed bedoeld in § 2 worden gedragen door de ondertekenaar van de intentieverklaring tot aankoop die erom gevraagd heeft als de overeenkomstig § 2 vastgestelde prijs niet hoger is dan de prijs die overeenkomstig § 1 is vastgesteld.

Afdeling 3. — Eenzijdige aankoop-, erfpacht- of opstalbelofte

Art. 5. § 1. Een eenzijdige aankoop-, erfpacht- of opstalbelofte, opgemaakt d.m.v. een formulier waarvan het model bij dit besluit gaat en waarin de overeenkomstig artikel 4 bepaalde prijs wordt vermeld, wordt door de Regering aan de ondertekenaar van de intentieverklaring tot aankoop overgemaakt binnen twee maanden na de in artikel 4, § 1, derde lid, of artikel 4, § 2, derde lid, bedoelde kennisgeving van de geschatte waarde van het goed.

De eenzijdige belofte vervalt van rechtswege als ze niet voor akkoord ondertekend is en niet bij ter post aangetekende brief aan de Regering wordt teruggezonden binnen een maand na ontvangst ervan door de geadresseerde.

§ 2. De eenzijdige belofte wordt verleend voor een periode van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering kan die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begiftigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen

Art. 6. Wat betreft de zone A van de luchthavens die niet worden gebruikt tussen 22 uur en 7 uur, mogen de in artikel 2, § 3, van dit besluit bedoelde omwonenden bij wijze van uitzondering een premie aanvragen om de gebouwde onroerende goederen te kunnen uitrusten met voorzieningen die het geluid beperken, dempen of de nadelen ervan verhelpen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Uitbreiding van het toepassingsgebied

Art. 7. De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister mag de bepalingen van dit besluit toepassen op de omwonenden van de andere zones (buiten de zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zoals afgebakend door de Regering, voor zover bewezen is dat ze blootgesteld zijn aan dezelfde in Ldn uitgedrukte geluidshinder als in zone A, zoals omschreven in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister bepaalt de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling.

Afdeling 2. — Overgangsbepaling

Art. 8. De begunstigde van de eenzijdige aankoopbelofte die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door het Waalse Gewest ondertekend is en op de in zone A gelegen goederen slaat, mag verzoeken om de toepassing van de procedure waarin dit besluit voorziet op voorwaarde dat hij uitdrukkelijk afstand doet ten gunste van de eenzijdige aankoopbelofte. Daartoe gebruikt hij het formulier dat het Waalse Gewest hem bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs toestuurt samen met de intentieverklaring tot aankoop bedoeld in de artikelen 2, § 2, en 3, § 2, van dit besluit. Het model van het formulier gaat bij dit besluit.

De begunstigde laat het Waalse Gewest binnen twee maanden na ontvangst van het formulier weten dat hij beslist heeft afstand te doen van de eenzijdige aankoopbelofte.

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Afdeling 4. — Uitvoeringsbepaling

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden het beheer van de luchthavens behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1A

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de eigenaar(s) van een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering het gebouwde onroerend goed te kopen, overeenkomstig artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De eigenaar moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 2, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het gebouwde onroerend goed :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :
- Bouwdatum :

2. Personalia van de eigenaar(s) :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :

3. Personalia van de drager(s) van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of een woonrecht :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :

4. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (hoofdverblijfplaats, handel, pacht, kantoor) :

5. Personalia van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemming met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornamen :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde eigenaar(s) en, in voorkomend geval, de drager(s) van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of woonrecht verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld gebouwd onroerend goed.

Opgemaakt te op

Handtekening van de eigenaar(s)

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Handtekening van de drager(s) van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of woonrecht

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1B

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de erfpachter van een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A.

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering de erfpacht op het gebouwde onroerend goed te verwerven, overeenkomstig artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De erfpachter moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 2, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het gebouwde onroerend goed waarop de erfpacht betrekking heeft :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :
- Bouwdatum :

2. Personalía van de erfpachter(s) :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :
- Datum waarop de erfpacht wordt gesloten en waarop ze vervalt :

3. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (hoofdverblijfplaats, handel, pacht, kantoor) :

4. Personalía van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemming met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornaam :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde erfpachter(s) verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld gebouwd onroerend goed dat hij/zij in erfpacht heeft/hebben.

Opgemaakt te op

Handtekening van de eigenaar(s)

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1C

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de drager(s) van een recht van opstal op een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering het recht van opstal op het gebouwde onroerend goed te verwerven, overeenkomstig artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De drager van het recht van opstal moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 2, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het gebouwde onroerend goed waarop het recht van opstal betrekking heeft :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :
- Bouwdatum :
- Datum van vestiging van het recht van opstal :

2. Identificatie van de drager(s) van het recht van opstal :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :

3. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (hoofdverblijfplaats, handel, pacht, kantoor) :

4. Personalia van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemming met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornaam :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde drager(s) van het recht van opstal verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld gebouwd onroerend goed waarop hij/zij een recht van opstal heeft/hebben

Opgemaakt te op

Handtekening van de eigenaar(s)

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1D

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de eigenaar (s) van een onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied of een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangbewijs wenst de Regering het onbebouwde onroerend goed te kopen, overeenkomstig artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De eigenaar moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 3, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het onbebouwde onroerend goed :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :

2. Personalía van de eigenaar (s) :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :

3. Personalía van de drager van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of woonrecht :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :

4. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (pacht,...) :

5. Identificatie van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemming met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornaam :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde eigenaar(s) en, in voorkomend geval, de drager(s) van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of woonrecht verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld onbebouwd onroerend goed.

Opgemaakt te op

Handtekening van de eigenaar(s)

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Handtekening van de drager(s) van een vruchtgebruiks-, gebruiks- of woonrecht
(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule
« gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1E

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de erfpachter(s) van een onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied of een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangbewijs wenst de Regering de erfpacht betreffende het onbebouwde onroerend goed te verwerven, overeenkomstig artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De erfpachter moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 3, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het onbebouwde onroerend goed waarop de erfpacht betrekking heeft :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :
- Datum waarop de erfpacht wordt gesloten en waarop ze vervalt :

2. Personalialia van de erfpachter(s)

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :

3. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (pacht, ...) :

4. Identificatie van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemming met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornaam :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde erfpachter(s) verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld onbebouwd onroerend goed dat hij/zij in erfpacht heeft/hebben.

Opgemaakt te op

Handtekening

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 1F

Intentieverklaring tot aankoop gericht aan de drager(s) van een recht van opstal op een onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied of een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering het recht van opstal op het onbebouwde onroerend te verwerven, overeenkomstig artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De drager van het recht van opstal moet elke andere drager van een gesplitst zakelijk recht in kennis stellen van de intentieverklaring tot aankoop van de Regering (artikel 3, § 1, tweede lid, van bovenbedoeld besluit).

1. Identificatie van het onbebouwde onroerend goed waarop het recht van opstal betrekking heeft :

- Ligging (straat, nummer en gemeente) :
- Kadastraal nummer :
- Oppervlakte volgens eigendomstitel :
- Datum van vestiging van het recht van opstal :

2. Persoonlia van de drager(s) van een recht van opstal :

- Naam en voornamen :
- Adres(sen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Beroep :

3. Huurder(s) :

- Naam en voornamen :
- Juridische aard van het huurcontract (pacht,...) :

4. Personalia van de door de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop aangewezen notaris die de handelswaarde van het goed in onderlinge overeenstemmig met de door de Regering aangewezen notaris moet schatten :

- Naam en voornaam :
- Adres :
- Telefoonnummer :
- Faxnummer :

De hierboven geïdentificeerde drager(s) van een recht van opstal verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering bovenbedoeld goed wenst te kopen.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige aankoopbelofte betreffende bovenbedoeld onbebouwd onroerend goed waarop hij/zij een recht van opstal heeft/hebben.

Opgemaakt te op

Handtekening

(de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 2A

Eenzijdige belofte tot aankoop van een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door
hierna
« Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer
woonachtig te
hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de aankoop, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het woongebouw waarvan hij eigenaar is, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan, behalve als ze verlengd wordt door de Regering.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het onroerend goed wenst te verkopen. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke verkoopakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Op verzoek van de begunstigde kan op de prijs een voorschot worden toegekend dat niet meer mag bedragen dan het totaal van de vergoedingen bedoeld in artikel 9. In dat geval wordt de termijn waarin de authentieke akte moet worden verleden en het saldo van de prijs betaald, met twee maanden verlengd. Om ontvankelijk te zijn, moet de voorschotaanvraag vermeld worden in de aanvraag tot gebruikmaking van de optie.

Als de begunstigde binnen voormelde termijn van vijf jaar, eventueel verlengd, geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat het goed vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten gekocht wordt.

Art. 5. De partijen komen overeen dat binnen dertig dagen na de ondertekening een beschrijving van het goed en van de staat ervan wordt opgemaakt, waarin het aantal woningen wordt vermeld.

Die plaatsbeschrijving wordt opgemaakt door twee deskundigen, de ene aangewezen door de begunstigde, de heer, Mevr. woonachtig te en de andere door het Gewest, de heer, Mevr. woonachtig te

De partijen verklaren bij overeenkomst dat de plaatsbeschrijving de werkelijkheid en de staat van het bedoelde goed weergeeft. De overeenkomst verbindt beide partijen. De partijen zien af van elke betwisting en van elk beroep.

Art. 6. Wanneer de begunstigde gebruik maakt van de optie, wordt door dezelfde deskundigen, of door twee andere deskundigen die op dezelfde wijze aangewezen worden, een nieuwe plaatsbeschrijving opgemaakt om na te gaan of het gebouw zich nog steeds in dezelfde staat bevindt als omschreven in de oorspronkelijke plaatsbeschrijving.

Als de vergelijking andere beschadigingen vaststelt als degene die te wijten zijn aan bouwvalligheid of overmacht, schatten beide deskundigen samen de minderwaarde die het goed bezwaart. Het aldus bepaalde bedrag verbindt beide partijen.

Art. 7. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, wordt het Gewest eigenaar van het goed en heeft het er het genot van door het werkelijk in bezit te nemen vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

De risico's worden bij overeenkomst overgedragen op de dag van de ondertekening van de authentieke akte. De begunstigde moet de nodige maatregelen nemen om zijn goed tot die datum te beschermen.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van bouwvalligheid die niet voortvloeit uit een gebrek aan onderhoud, uit bouwfouten of uit verborgen gebreken die niet verheimelijkt werden bij de plaatsbeschrijving;

b) uit hoofde van passieve erfdienstbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

c) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar een twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdienstbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 8. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte.

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als de twee aangewezen deskundigen overeenkomstig artikel 6 een minderwaarde hebben vastgelegd, wordt deze afgetrokken van de vastgelegde verkoopprijs en geïndexeerd zoals hierboven bepaald.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 9. Naast de in artikel 8 bepaalde prijs, verbindt het Gewest zich tot de betaling van de volgende vergoedingen aan de eigenaar(s) die gebruik maakt/maken van de optie bedoeld in artikel 3 :

1. wederbeleggingsvergoeding voor de eigenaar(s) : 10 % van de in artikel 8 vastgelegde waarde;
2. forfaitaire verhuisvergoeding voor de eigenaar die het gebouw bewoont en er woonachtig is : 300 000 BEF of 7 436,81 EURO.

Als het onroerend goed bij het gebruikmaken van de optie bewoond wordt door verscheidene eigenaars die er woonachtig zijn, wordt de verhuisvergoeding verdeeld en krijgt elk gezin minimum 100 000 BEF of 2 478,94 EURO, op voorwaarde dat het aantal begunstigde gezinnen gelijk is aan het aantal woningen vermeld in de plaatsbeschrijving in artikel 5.

De verhuisvergoeding wordt niet geïndexeerd.

Art. 10. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering kan die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begiftigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 11. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Art. 12. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de kosten voor de in de artikelen 5 en 6 bedoelde plaatsbeschrijving door het Gewest worden gedragen.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 2B

Eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van erfpacht op een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna « Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer

woonachtig te

hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de verwerving, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het recht van erfpacht op het woongebouw waarvan hij erfpachter is, gelegen te gekadastréerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan, behalve als ze verlengd wordt door de Regering.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het recht van erfpacht op het onroerend goed wenst af te staan. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke erfpachtakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Op verzoek van de begunstigde kan op de prijs een voorschot worden toegekend dat niet meer mag bedragen dan het totaal van de vergoedingen bedoeld in artikel 9. In dat geval wordt de termijn waarin de authentieke akte moet worden verleden en het saldo van de prijs betaald, met twee maanden verlengd. Om ontvankelijk te zijn, moet de voorschotaanvraag vermeld worden in de aanvraag tot gebruikmaking van de optie.

Als de begunstigde binnen voormelde termijn van vijf jaar, eventueel verlengd, geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat de erfpacht vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten afgestaan wordt.

Art. 5. De partijen komen overeen dat binnen dertig dagen na de ondertekening een beschrijving van het goed en van de staat ervan wordt opgemaakt, waarin het aantal woningen wordt vermeld.

Die plaatsbeschrijving wordt opgemaakt door twee deskundigen, de ene aangewezen door de begunstigde, de heer, Mevr. woonachtig te en de andere door het Gewest, de heer, Mevr. woonachtig te

De partijen verklaren bij overeenkomst dat de plaatsbeschrijving de werkelijkheid en de staat van het bedoelde goed weergeeft. De overeenkomst verbindt beide partijen. De partijen zien af van elke betwisting en van elk beroep.

Art. 6. Wanneer de begunstigde gebruik maakt van de optie, wordt door dezelfde deskundigen, of door twee andere deskundigen die op dezelfde wijze aangewezen worden, een nieuwe plaatsbeschrijving opgemaakt om na te gaan of het gebouw zich nog steeds in dezelfde staat bevindt als omschreven in de oorspronkelijke plaatsbeschrijving.

Als de vergelijking andere beschadigingen vaststelt als degene die te wijten zijn aan bouwvalligheid of overmacht, schatten beide deskundigen samen de minderwaarde die het goed bezwaart. Het aldus bepaalde bedrag verbindt beide partijen.

Art. 7. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, krijgt het Gewest genot van het goed door het werkelijk in bezit te nemen vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

De risico's worden bij overeenkomst overgedragen op de dag van de ondertekening van de authentieke akte. De begunstigde moet de nodige maatregelen nemen om zijn goed tot die datum te beschermen.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van bouwvalligheid die niet voortvloeit uit een gebrek aan onderhoud, uit bouwfouten of uit verborgen gebreken die niet verheimelijkt werden bij de plaatsbeschrijving;

b) uit hoofde van passieve erfdienstbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

c) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar één twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdienstbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 8. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte.

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als de twee aangewezen deskundigen overeenkomstig artikel 6 een minderwaarde hebben vastgelegd, wordt deze afgetrokken van de vastgelegde verkoopprijs en geïndexeerd zoals hierboven bepaald.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 9. Naast de in artikel 8 bepaalde prijs, verbindt het Gewest zich tot de betaling van de volgende vergoedingen aan de erfpachter(s) die gebruik maakt/maken van de optie bedoeld in artikel 3 :

1. wederbeleggingsvergoeding voor de erfpachter(s) : 10 % van de in artikel 8 vastgelegde waarde;

2. forfaitaire verhuisvergoeding voor de erfpachter die het gebouw bewoont en er woonachtig is : 300 000 BEF of 7 436,81 EURO.

Als het onroerend goed bij het gebruikmaken van de optie bewoond wordt door verscheidene erfpachters die er woonachtig zijn, wordt de verhuisvergoeding verdeeld en krijgt elk gezin minimum 100 000 BEF of 2 478,94 EURO, op voorwaarde dat het aantal begunstigde gezinnen gelijk is aan het aantal woningen vermeld in de plaatsbeschrijving in artikel 5.

De verhuisvergoeding wordt niet geïndexeerd.

Art. 10. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering kan die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begiftigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 11. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Art. 12. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de kosten voor de in de artikelen 5 en 6 bedoelde plaatsbeschrijving door het Gewest worden gedragen.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

Bijlage 2C

Eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van opstal op een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed gelegen in zone A

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door
hierna « Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer
woonachtig te
hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de verwerving, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het recht van opstal op het woongebouw waarvoor hij drager is van een recht van opstal, gelegen te gekadastraerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan, behalve als ze verlengd wordt door de Regering.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij binnen de in artikel 2 bedoelde termijn het Gewest bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het recht van opstal op het onroerend goed wenst af te staan. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke opstalakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Op verzoek van de begunstigde kan op de prijs een voorschot worden toegekend dat niet meer mag bedragen dan het totaal van de vergoedingen bedoeld in artikel 9. In dat geval wordt de termijn waarin de authentieke akte moet worden verleden en het saldo van de prijs betaald, met twee maanden verlengd. Om ontvankelijk te zijn, moet de voorschotaanvraag vermeld worden in de aanvraag tot gebruikmaking van de optie.

Als de begunstigde binnen voormelde termijn van vijf jaar, eventueel verlengd, geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat de opstal vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten afgestaan wordt.

Art. 5. De partijen komen overeen dat binnen dertig dagen na de ondertekening een beschrijving van het goed en van de staat ervan wordt opgemaakt, waarin het aantal woningen wordt vermeld.

Die plaatsbeschrijving wordt opgemaakt door twee deskundigen, de ene aangewezen door de begunstigde, de heer, Mevr. woonachtig te en de andere door het Gewest, de heer, Mevr. woonachtig te

De partijen verklaren bij overeenkomst dat de plaatsbeschrijving de werkelijkheid en de staat van het bedoelde goed weergeeft. De overeenkomst verbindt beide partijen. De partijen zien af van elke betwisting en van elk beroep.

Art. 6. Wanneer de begunstigde gebruik maakt van de optie, wordt door dezelfde deskundigen, of door twee andere deskundigen die op dezelfde wijze aangewezen worden, een nieuwe plaatsbeschrijving opgemaakt om na te gaan of het gebouw zich nog steeds in dezelfde staat bevindt als omschreven in de oorspronkelijke plaatsbeschrijving.

Als de vergelijking andere beschadigingen vaststelt als degene die te wijten zijn aan bouwvalligheid of overmacht, schatten beide deskundigen samen de minderwaarde die het goed bezwaart. Het aldus bepaalde bedrag verbindt beide partijen.

Art. 7. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, krijgt het Gewest genot van het goed door het werkelijk in bezit te nemen vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

De risico's worden bij overeenkomst overgedragen op de dag van de ondertekening van de authentieke akte. De begunstigde moet de nodige maatregelen nemen om zijn goed tot die datum te beschermen.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van bouwvalligheid die niet voortvloeit uit een gebrek aan onderhoud, uit bouwfouten of uit verborgen gebreken die niet verheimelijkt werden bij de plaatsbeschrijving;

b) uit hoofde van passieve erfdienstbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

c) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar één twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdienstbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 8. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte .

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als de twee aangewezen deskundigen overeenkomstig artikel 6 een minderwaarde hebben vastgelegd, wordt deze afgetrokken van de vastgelegde verkoopprijs en geïndexeerd zoals hierboven bepaald.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 9. Naast de in artikel 8 bepaalde prijs, verbindt het Gewest zich tot de betaling van de volgende vergoedingen aan de drager(s) van een recht van opstal die gebruik maakt/maken van de optie bedoeld in artikel 3 :

1. wederbeleggingsvergoeding voor de drager(s) van een recht van opstal : 10 % van de in artikel 8 vastgelegde waarde;

2. forfaitaire verhuisvergoeding voor de drager van een recht van opstal die het gebouw bewoont en er woonachtig is : 300 000 BEF of 7 436,81 EURO.

Als het onroerend goed bij het gebruikmaken van de optie bewoond wordt door verscheidene dragers van een recht van opstal die er woonachtig zijn, wordt de verhuisvergoeding verdeeld en krijgt elk gezin minimum 100 000 BEF of 2 478,94 EURO, op voorwaarde dat het aantal begunstigde gezinnen gelijk is aan het aantal woningen vermeld in de plaatsbeschrijving in artikel 5.

De verhuisvergoeding wordt niet geïndexeerd.

Art. 10. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering kan die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begiftigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 11. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Art. 12. Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de kosten voor de in de artikelen 5 en 6 bedoelde plaatsbeschrijving door het Gewest worden gedragen.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 3 A

Eenzijdige belofte tot aankoop van een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door

hierna « Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer

woonachtig te

hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de aankoop, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het bouwterrein waarvan hij eigenaar is, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

De begunstigde mag ieder ogenblik afstand doen van de belofte op voorwaarde dat hij het Gewest bij aangetekende brief met ontvangstbewijs verwittigt.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij het Gewest binnen de in artikel 2 bedoelde termijn bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het onroerend goed wenst te verkopen. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke verkoopakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Als de begunstigde binnen vijf jaar geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat het goed vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten gekocht wordt.

Art. 5. Het Gewest kan op eigen kosten een plaatsbeschrijving van het betrokken goed opmaken of laten opmaken, met name bij een eventuele besmetting.

Art. 6. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, wordt het Gewest eigenaar van het goed en heeft het er het genot van door het werkelijk in bezit te hebben vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben. Hij staat het Gewest een afgebakend terrein af dat in perfecte staat is, rekening houdende met de bestemming ervan, en dat voldoet aan de wetgeving inzake de ruimtelijke ordening en het leefmilieu.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van passieve erfdienstbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

b) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar één twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdienstbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 7. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte.

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als er werkzaamheden nodig zijn om het terrein aan zijn bestemming van bouwgrond aan te passen, worden de kosten van die werkzaamheden afgetrokken van de prijs.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 8. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering mag die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begunstigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 9. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

Bijlage 3B

Eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van erfpacht op een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling.

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door
hierna « Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer
woonachtig te
hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de verwerving, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het recht van erfpacht op het bouwterrein waarvan hij erpachter is, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de volgende dag na de vijfde jaardag ervan.

De begunstigde mag ieder ogenblik afstand doen van de belofte op voorwaarde dat hij het Gewest bij aangetekende brief met ontvangstbewijs verwittigt.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij het Gewest binnen de in artikel 2 bedoelde termijn bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het recht van erfpacht op het onroerend goed wenst af te staan. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke verkoopakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Als de begunstigde binnen vijf jaar geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat het recht van erfpacht vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten afgestaan wordt.

Art. 5. Het Gewest kan op eigen kosten een plaatsbeschrijving van het betrokken goed opmaken of laten opmaken, met name bij een eventuele besmetting.

Art. 6. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, wordt het Gewest eigenaar van het goed en heeft het er het genot van door het werkelijk in bezit te hebben vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben. Hij staat het Gewest een afgebakend terrein af dat in perfecte staat is, rekening houdende met de bestemming ervan, en dat voldoet aan de wetgeving inzake de ruimtelijke ordening en het leefmilieu.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van passieve erfdiensbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

b) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar één twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdiensbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 7. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte.

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als er werkzaamheden nodig zijn om het terrein aan zijn bestemming van bouwgrond aan te passen, worden de kosten van die werkzaamheden afgetrokken van de prijs.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 8. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering mag die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begiftigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 9. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 3C

Eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van opstal op een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling

TUSSEN :

1. Het WAALSE GEWEST vertegenwoordigd door
hierna « Het Gewest » genoemd

EN

2. de heer
woonachtig te
hierna « De begunstigde » genoemd

IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1. Het Gewest verbindt zich onherroepelijk t.o.v. de begunstigde, bedoeld in artikel 2, § 3, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, tot de verwerving, onder de in deze akte vermelde voorwaarden, van het recht van opstal op het bouwterrein waarvoor hij drager is van een recht van opstal, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Art. 2. Deze belofte wordt aangegaan voor de duur van vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt en vervalt van rechtswege de dag na de vijfde verjaardag ervan.

De begunstigde mag ieder ogenblik afstand doen van de belofte op voorwaarde dat hij het Gewest bij aangetekende brief met ontvangstbewijs verwittigt.

Art. 3. Als de begunstigde gebruik wil maken van de optie, moet hij het Gewest binnen de in artikel 2 bedoelde termijn bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs laten weten dat hij het recht van opstal op het onroerend goed wenst af te staan. De aangetekende brief wordt geacht te zijn ontvangen binnen drie dagen na de verzending ervan, waarbij de poststempel als bewijs geldt.

De authentieke verkoopakte moet verleden worden en de prijs betaald binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de datum waarop het Gewest het aangetekend schrijven heeft ontvangen.

Als de begunstigde binnen vijf jaar geen gebruik maakt van de optie op bovenbedoelde wijze, verliest hij elk recht om de uitvoering van deze belofte aan te vragen en wordt het Gewest vrijgesteld van al zijn verbintenissen.

Art. 4. De partijen komen overeen dat het recht van opstal vrij en onbelast van alle bevoorrechte of hypothecaire lasten afgestaan wordt.

Art. 5. Het Gewest kan op eigen kosten een plaatsbeschrijving van het betrokken goed opmaken of laten opmaken, met name bij een eventuele besmetting.

Art. 6. Als gebruik wordt gemaakt van de optie, wordt het Gewest eigenaar van het goed en heeft het er het genot van door het werkelijk in bezit te hebben vanaf de dag waarop de authentieke verkoopakte ondertekend wordt. Vanaf die datum is het Gewest gehouden tot de betaling van alle heffingen en belastingen. De onroerende voorheffing wordt tussen beide partijen verdeeld naar rata van het aantal maanden genot van elke partij.

Op die datum moet de begunstigde het goed volledig ontruimd hebben. Hij staat het Gewest een afgebakend terrein af dat in perfecte staat is, rekening houdende met de bestemming ervan, en dat voldoet aan de wetgeving inzake de ruimtelijke ordening en het leefmilieu.

Het Gewest neemt het goed over in de staat waarin het zich bevindt bij de verkoop en mag geen beroep instellen tegen de overdrager :

a) uit hoofde van passieve erfdiensbaarheden, al dan niet zichtbaar, al dan niet voortdurend, die het goed kunnen bezwaren;

b) als de oppervlakte kleiner is dan de aangegeven oppervlakte, al is het maar één twintigste.

In voorkomend geval komen de actieve erfdiensbaarheden en elk oppervlakteoverschot ten goede aan het Gewest.

Art. 7. De waarde van bovenbedoeld goed wordt vastgelegd op BEF/EURO en wordt jaarlijks op de jaardag van de ondertekening van de eenzijdige belofte geïndexeerd als volgt : basiswaarde van het goed vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door de basisindex.

De basiswaarde van het goed is de waarde vermeld in het eerste lid van dit artikel. De nieuwe index is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand waarin de eenzijdige belofte is ondertekend.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand vóór de maand van de jaardag van de eenzijdige belofte.

Als na de ondertekening van de eenzijdige belofte het basisbedrag voor de berekening van het officiële indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gewijzigd, komen de partijen uitdrukkelijk overeen het bedrag te indexeren met inachtneming van de conversiekoers bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot slot komen de partijen overeen dat de basiswaarde van het goed dat geïndexeerd wordt de dag waarop het Gewest de authentieke koopakte ondertekent, niet kleiner mag zijn dan de basiswaarde van het goed zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel.

Als er werkzaamheden nodig zijn om het terrein aan zijn bestemming van bouwgrond aan te passen, worden de kosten van die werkzaamheden afgetrokken van de prijs.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de verbeteringen die de begunstigde na de oorspronkelijke plaatsbeschrijving aanbrengt aan het beschreven goed, nooit een verhoging van bovenbedoelde prijs als gevolg mogen hebben.

Art. 8. De eenzijdige belofte wordt verleend voor vijf jaar, te rekenen van de datum waarop ze ondertekend wordt. De Regering mag die termijn verlengen.

De eenzijdige belofte vervalt echter van rechtswege als het onroerend goed voor andere doeleinden als woning wordt bestemd.

Gedurende die termijn van vijf jaar, eventueel verlengd in geval van schenking, neemt de begunstigde de rechten van de ondertekenaar van de eenzijdige belofte over.

Art. 9. Het Gewest mag deze belofte overdragen op voorwaarde dat het de begunstigde verwittigt.

Namen,

Handtekeningen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 4A

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot aankoop van een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer
 woonachtig te
 hierna « de begunstigde » genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige aankoopbelofte ondertekend op ... door het Waalse Gewest en betreffende het woongebouw waarvan hij eigenaar is, gelegen te gekadastraerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
 S. KUBLA

Bijlage 4B

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van erfpacht op een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer
 woonachtig te
 hierna « de begunstigde » genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige belofte ondertekend op ... door het Waalse Gewest en betreffende het recht van erfpacht op het woongebouw waarvan hij erfpachter is, gelegen te gekadastraerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
 S. KUBLA

Bijlage 4C

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot verwerving van een recht van opstal op een als woning gebruikt gebouwd onroerend goed, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer

woonachtig te

hierna « de begunstigde » genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige belofte ondertekend op ... door het Waalse Gewest en betreffende het recht van opstal op een woongebouw waarop hij een recht van opstal heeft, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 5A

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot aankoop van een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer

woonachtig te

hierna « de begunstigde » genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige belofte ondertekend op ... door het Waalse Gewest en betreffende het bouwterrein waarvan hij eigenaar is, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 5B

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot verwerving van het recht van erfpacht op een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer

woonachtig te

hierna « de begunstigde » genoemd,

doet bij deze brief uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige belofte ondertekend op door het Waalse Gewest en betreffende het recht van erfpacht op het bouwterrein waarvan hij erfpachter is, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage 5C

Verklaring waarbij afstand wordt gedaan van het voorrecht van de eenzijdige belofte tot verwerving van het recht van opstal op een voor woning bestemd onbebouwd onroerend goed gelegen in zone A binnen een woongebied met een landelijk karakter in de zin van de artikelen 26 en 27 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of binnen een behoorlijk erkende en nog steeds geldige verkaveling, getekend door het Waalse Gewest vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De heer

woonachtig te

hierna « de begunstigde » genoemd,

doet hierbij uitdrukkelijk afstand van het voorrecht van de eenzijdige belofte ondertekend op door het Waalse Gewest en betreffende het recht van opstal op het bouwterrein waarop hij een recht van opstal heeft, gelegen te gekadastreerd afdeling nummer met een oppervlakte van

Opgemaakt te Namen, op

Handtekening

(voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen die toepasselijk zijn op de dragers van zakelijke rechten op onroerende goederen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA